

Le numéro : 35 F

Bimestriel n° 89 – 15e année – septembre-octobre 1996

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire

Numéro 89
septembre-octobre 1996

Publication des
Editions Floréal
BP 872
27008 Evreux cedex
39-41, rue de la Harpe
Tél. : 32.33.22.33

Directeur gérant :
Georges PELLETIER
Directeur de la publication :
Georges POTVIN
Secrétaire de rédaction :
Claude VIRLOUVET
Secrétaire :
Françoise BERANGER
Avec la collaboration
pour ce numéro de
S. BOULOUQUE
R. DE BELLEFON
J.J. GANDINI
J.J. LEDOS
D. LEFEBVRE
T. MARICOURT
G. PELLETIER
M. PERRAIS
J.L. PILLIAT
B. TILLIER

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 40.24.21.31

Imprimé en France

Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL

Comme nos lecteurs ont pu le constater, Gavroche réserve une large place aux caricaturistes. Nous avons évoqué Albert Le Petit (n° 31), Daumier (n° 49), Valloton (n° 55), Raoul Cabrol (n° 59), André Gill (n° 61), Aristide Delannoy (n° 62), Gus Bufa (n° 65), Poulbot (n° 79), Paul Hadol (n° 80) et Maurice Henry dans notre dernier numéro.

Le caricaturiste met son crayon au service d'une idée, et ce n'est pas un hasard si le dessin satirique fait bon ménage avec la presse dès ses débuts, au commencement du 19e siècle. Tous les grands dessinateurs de ce siècle sont des opposants au régime, et nous devons au flair de Charles Philippon la découverte de tant de talents.

Le caricaturiste n'est pas un juge, il exprime la plupart du temps la raison populaire, et parfois l'influera jusqu'à mettre en danger le pouvoir en place. Certes, dans les périodes troubles, il sert la propagande : nous l'avons évoqué dans notre premier numéro (Le bourrage de crâne par la caricature 1914-1918) ainsi que dans le numéro 71 (Les crayons de la propagande (1940-1944). Il n'en reste pas moins vrai que le dessin satirique fait partie intégrante de l'Histoire. Champfleury, le premier, l'a clairement montré.

Notre ami Maurice Perrais, maintenant disparu, nous avait adressé un manuscrit dont nous publions la première partie dans ce numéro. Il avait gardé de ses ancêtres un souvenir ému. Ces *Meneaux* habitants de la *Menée,* montagne aride des Côtes-du-Nord dont il était un descendant, durent quitter leur pays sous la pression de la misère et de la faim. On les embaucha pour réaliser les "grands travaux", routes, chemins de fer, bassins maritimes... L'histoire de ces "immigrés" est celle de tous les déplacés qu'on fait venir, qu'on exploite et qu'on laisse tomber une fois qu'on en a plus besoin, laissant "aux autres" la charge de s'en occuper... Décidément il n'y a rien de changé sous le soleil !

Denis Lefebvre raconte l'histoire d'une conversion, celle de Francis de Pressensé. Ce croyant promis à une belle carrière entre Académie et Sénat rompt avec sa foi et son milieu dès le début de l'affaire Dreyfus. Il entre alors en socialisme comme on entre en religion et mène un combat contre les injustices d'autant plus méritoire que la maladie ne l'épargne pas. Il est sur tous les fronts et, notamment, sera l'un des artisans de la séparation des églises et de l'Etat. Cette tâche accomplie il vivra ses dernières années en prenant un recul, sinon un repos, bien mérité, non sans toutefois s'alarmer dès 1911 de ce monde qui glisse vers l'abîme d'une grande guerre. Guerre annoncée qu'il ne connaîtra pas puisqu'il décède en janvier 1914.

Certes de Presssensé ne fut pas seul à s'émouvoir et à être "interpellé" comme on dirait aujourd'hui par cette fameuse "Affaire", mais lui en fit véritablement l'Affaire de sa vie.

Si on associe inévitablement le mot "affaire" à "Dreyfus", il en est de même de "procès" et de "Nuremberg". Cinquante ans après sa tenue, ce procès reste une référence mais quels furent ses effets ? Jean-Louis Pilliat nous livre sa réflexion plutôt désabusée et il y a de quoi quand il rappelle le Vietnam, le Cambodge avec les Kmers Rouges, l'Afghanistan, le Liban, l'Irak contre l'Iran, les luttes ethniques en Afrique et l'ex-Yougoslavie et l'Algérie, et... La barbarie se porte toujours très bien merci et les juges de l'ONU ne craignent pas le chômage !

Chômage, le mot est venu instinctivement et, en attendant la grande crainte du changement de siècle, voilà bien, lancinante, la vraie préoccupation d'aujourd'hui. L'on en vient à rester bien songeur en regardant la photo mise à la "une" pour ce numéro. Ne faut-il pas regretter le temps où ces bûcherons endimanchés livraient à la postérité la fierté de leur travail accompli ? Pas si sûr, il suffit de parcourir le livre-évocation de Danielle Musset "De mémoire de charbonniers" (voir "Le temps des livres" p. 30), pour revenir à la réalité de ce temps-là. "*Le salaire était versé par le patron une fois par an ou à la fin de la saison de carbonisation. et telle personne se souvient avec amertume que le salaire d'une année de travail de son grand-père, mort avant le jour de la paye, a été perdu pour la famille, bien que celle-ci ait vainement tenté de défendre ses droits auprès des tribunaux.*"

Pas de bonne ou belle époque assurément. Mais, à l'heure où l'histoire sociale semble revenir sur ses pas, pourquoi ne pas chercher à mieux connaître encore ce que furent les luttes pour transformer des destins imposés ou simplement vivre dignement ? C'est bien pourquoi, vaille que vaille, Gavroche continue, un pas après l'autre, un numéro après l'autre... comme "un Meneau" sur son chemin d'exil si on compare ses moyens à ceux d'autres revues, mais avec la même rage de vivre.



C'est souvent plus par crainte que par charité qu'on leur faisait l'aumône.



Le meneau porta longtemps le cheveu long.

L'exode des "Meneaux" bretons

(1847 - 1856)

Avoir aujourd'hui, sur les grands chantiers de travaux publics, une poignée d'hommes conduisant de puissants engins de terrassement, construire autoroutes et voies rapides de chemins de fer, on a peine à croire qu'avec des moyens rudimentaires furent asséchés les marais de Donges et de Campbon, canalisée la Vilaine, creusés le canal de Nantes à Brest et les bassins de Redon ou Saint-Nazaire, édifiées les digues de la Loire et lancées les lignes ferroviaires. Tout cela avec des bras d'innombrables petits paysans que leur terre ingrate ne pouvait nourrir, véritables émigrés de l'intérieur, ne parlant pas toujours le français, aussi frustres et étrangers que nos frères basanés trimant dans nos entreprises modernes.

Bien des Nazairiens se sont rappelés à l'occasion les propos d'aïeuls auxquels ils avaient prêté une oreille distraite : "Du côté de mon père, nous sommes sortis des Côtes du Nord". Mais l'itinéraire de leurs loisirs les conduit rarement vers le haut pays. Ces anciens leur ont laissé un héritage au-delà de la vanité et des honneurs : le courage à toute épreuve, le sens de la dignité et l'espoir naïf d'un société plus juste et plus fraternelle.

Un pays de misère

Le Menée nom breton qui signifie *La Montagne* était d'une sauvagerie intense, et ses sommets abandonnés aux genêts, à la bruyère et aux ajoncs, se hérissaient de pierres, de gros blocs inquiétants où dormaient les fées parmi les fougères. La lande était partout, elle formait un désert redouté dépassant parfois 300 mètres de hauteur. *Collinée* aux curieuses maisons grises, était le marché de ce pays pauvre ; les *Meneaux*, tenus pour des gueux, recevaient les railleries des autres paysans. Jusqu'en 1880, pour les repas de noces, on se contentait de pain, de beurre, de cidre et de gaieté. Les mendiants accouraient de fort loin... Ils attendaient leur tour assis sur les talus ou contre les mulons, on les servait généreusement... Ils buvaient tant, que souvent, ils attrapaient une bonne cuite. Ils protestaient parfois et se battaient, mais on ne leur en tenait pas rigueur... On craignait beaucoup les mendiants, pour la plupart suspects de sorcellerie et c'est souvent plus par crainte que par charité qu'on leur faisait l'aumône, car ils se vengeaient des avares en leur jetant une *passe* (un sort).

La religion, entourée de superstitions intervenait dans tous les actes, elle était partout présente... Elle enveloppait l'homme, peu de gens manquaient la messe... On vivait rigoureusement le repos dominical et les légendes étaient nombreuses qui racontaient les malheurs de ceux qui avaient voulu travailler le dimanche... Ils suivaient les processions le chapelet à la main, chantant les psaumes et des litanies de la Vierge... Prières en commun tous les soirs pendant le mois de Marie... Le Bénédicité commençait chaque repas.

Le pays était divisé par le langage. Le long de la frontière linguistique,



Les bêtes pâturent les landes publiques.

on s'est longtemps regardé de part et d'autre avec un tenace mépris, voisin d'une sourde hostilité. Il se faisait peu de mariages entre gens de langues différentes. (1)

Le meneau porta longtemps le cheveu long. Des marchands itinérants achetaient les chevelures des femmes pour une aune de tissus ou quelques mouchoirs. Alors que la Basse-Bretagne voyait fleurir les costumes pour chaque paroisse, à qui aurait le plus beau, le journal *L'Armoricain* du 27 juillet 1843 décrivait le meneau "uniformément vêtu de berlinge".

On y parlait un patois françois ou un breton variant à chaque canton. Ceux de Mur, Corlay et Gouarec étaient bretonnants ; dans l'arrondissement de Loudéac, on louait deux ou trois ans comme *patours* les enfants des alentours de Pontivy pour leur apprendre le français.

Sur cette terre aride et désolée où la gelée de mai n'est pas rare, on maniait encore au milieu du 19e siècle l'araire à socle conique qui troue la terre sans la retourner. Les plus aisés mangeaient du pain bis et du lard le dimanche, les autres, des patates, des galettes, de la bouillie de blé noir et du lait caillé. C'était mieux que sous la Révolution où on dut se rabattre sur le marc de pomme et l'oseille sauvage.

En 1844, l'économie rurale des Côtes du Nord rappelle encore, par bien des traits celle du 18e siècle, le blé noir occupe encore plus de surface que le froment. Persuadé que la terre ne saurait toujours produire, on y sème la première année du sarrasin, la seconde du blé, la troisième du seigle et de l'avoine... et ensuite, en friche de trois à cinq ans. (2)

Les landes et jachères couvrent encore un tiers de la surface intérieure (la moitié dans l'arrondissement de Loudéac). Les journaliers occupent d'humbles closeries, les fermiers leur payant une partie de leur salaire en "journées de harnais", et les bêtes pâturent les landes publiques. Les communes furent contraintes de les vendre pour payer chemins et bâtiments communaux. Dès lors, leur vie devint impossible. Richesse et pauvreté ne se répartissent pas également, et l'on oppose la zone côtière (Dinan, Lannion, Saint-Brieuc) à l'intérieur défavorisé (Guimguamp, Loudéac).



Le littoral, riche de ses ports, de son commerce, de ses engrais marins et calcaires, mérite le nom de "Ceinture dorée". L'intérieur, dépourvu d'engrais marin, manquant de l'amendement calcaire, ruiné par la décadence de l'industrie linière qui formait pour lui un commerce florissant, décimé dans sa population par l'émigration d'une partie de ses ouvriers, privé longtemps de moyens de communication, sous l'influence d'un climat plus âpre, sur un sol montagneux et appauvri de longue main, sans capitaux, est resté stationnaire avec ses landes, sa culture et son chétif bétail. (3)

La très grande majorité ne savait ni lire, ni écrire. En 1842, un enfant sur huit fréquentait l'école dans les bourgs, un sur quarante à la campagne. Alors qu'en France, le taux des conscrits sachant au moins lire était de 64 %, dont 50 % en Loire-Inférieure, elle n'atteignait que 16 % dans les Côtes du Nord. Vingt ans après, cela n'avait guère progressé. Le revenu national s'élevait à 64 francs par tête, il n'était ici que de 24 francs, toutes zones confondues. Les trois-quarts des conscrits mesuraient moins de 1,65 m pour un poids inférieur à soixante kilos. Les exemptions au service militaire, de 1853 à 1872, atteindront 20 à 25 %. Lorsque le naturel de Loire-Inférieure consommait annuellement trente kilo de viande, le meneau se contentait de dix kilos de salaisons, souvent porc de réforme ou bête à cornes accidentée.

On s'y mariait tard, le taux de mariage des filles était de 44 % en-dessous de la moyenne nationale ; pour échapper à leur condition paysanne, elles poussèrent bientôt leurs promis à travailler en ville. L'importante mortalité infantile, due à une hygiène déplorable et une nourriture insuffisante, était compensée par une natalité généreuse (30 % de la décennie 1841/1850) qui laissait un bilan de population largement positif. Sa densité - 90 habitants au kilomètre carré - était supérieure à celle de la Loire-Inférieure (71) et du Morbihan (64) ; elle continua à croître jusqu'en 1864, après l'arrivée du chemin de fer, et de sa pratique. L'ivrognerie de convivialité était fréquente, et pas seulement chez les hommes. Cette race prolifique croyait que manger des châtaignes donnait des poux, que ceux-ci protégeaient de la méningite, et citait

sans complexe un de ses dictons : "Sous la crasse le bel enfant".

La crise et l'emploi

Le tissage des toiles, s'il avait enrichi les bourgeois, n'avait vécu que de la misère des campagnes. En 1836, on dénombrait 4 000 métiers dans l'arrondissement de Loudéac ; six ans plus tard, en 1842, seulement 600. Le paysan ne trouvait plus dans la culture du chanvre et du lin le complément qui aidait la population en extension à survivre. La production toilière acheminée en grande partie vers les ports pour les colonies et l'Espagne souffrit de la surtaxe qu'elle lui opposa en 1822, puis de la concurrence de la Hollande et de la Silésie. En 1842, le coton américain cultivé par les esclaves "tomba à six sols".

Tissé mécaniquement en Angleterre, il devint un produit abordable et populaire, et la toile bretonne une denrée coûteuse. Les grands marchés toiliers, au cœur des centres de production, Uzel, Quintin, Loudéac, disparurent presque complètement ; la population de ce dernier commença à décroître dès 1836, fournissant une émigration massive qui contraste avec le comportement des autres régions bretonnes. Le nomadisme, dont l'origine est très ancienne, se transforme en en émigration. C'était une tradition du Haut pays, au 16e siècle. Bernard d'Argentré signalait Lamballe *où sont les bons pionniers et hommes propres à remuer la terre, voire à ne pas céder aux Turcs en ce métier, étant hommes forts pour faire tranchées, remparts, levées de terre, et abandonnant chacun en un temps leur pays pour travailler en un autre.* (4)

Au 18e siècle, les lamballes assuraient la voirie de *Rennes* et de *Nantes* ; en 1830, les Ponts et Chaussées recherchaient ses paveurs. En 1837, *pour extirper du centre de la Bretagne le chancre moral et politique qui le dévore,* fut entrepris le percement du plus haut bief du canal de Nantes à Brest, entre Blavet et Aulne. Culminant à 184 mètres dans une tranchée de 1 200 m, 17,50 m de profondeur pour une



L'introduction de la pomme de terre avait été longue et difficile.

"largeur de gueule" de près de 100 mètres. On y avait édifié en 1823 un camp de 500 bagnards pour profiter de cette main d'œuvre bon marché ; il ferma à la suite de l'épidémie de choléra en 1832 qui les décima. Le travail s'y révéla dangereux et mal payé, six sous le mètre cube et souvent avec retard ; 1 200 hommes manquèrent bientôt, et on envisagea d'aller recruter en Limousin. Le canal, ouvert en 1842, attendait encore de nombreux aménagements, il avait coûté le double des prévisions et était resté en chantier plus de 20 ans (5)

L'introduction de la pomme de terre avait été longue et difficile, elle progressa un peu sous la pression des disettes révolutionnaires, et entra complètement dans les habitudes paysanne vers 1840. La grande calamité agricole apparut en 1845 avec la gelée des semailles de céréales suivie d'une cruelle sécheresse qui fit périr les bestiaux par manque de verdure. Puis le tubercule, en qui on mettait ses espoirs se couvrit de taches noires et dessécha sur pied sans qu'on sache attribuer les méfaits de la maladie, "courant d'air vicié ou châtiment de Dieu". Ce n'était qu'un faible écho de terrible fléau qui dévasta l'Europe et surtout l'Irlande d'où un peuple misérable s'expatria en masse vers l'Australie et les Etats-Unis, laissant derrière lui un million de morts, la dernière grande famine de l'histoire européenne.

L'armorique vit bientôt grossir sur les routes et le parvis des églises, des bandes de mendiants dont certains, prophètes de malheur, colportaient des propos mystérieux de colère divine contre l'impiété et l'abandon des vieux principes. Le 17 septembre 1846, à La Salette (Isère), la Vierge, vêtue de blanc apparut à deux petits bergers, et leur confia - en patois - son message : *"Si le peuple persiste dans son impiété, la prochaine récolte de patates sera pourrie, au contraire, s'il revenait de ses erreurs, elles repousseraient, comme les topinambours".* Dans le Morbihan et les côtes du Nord, la faim poussa les affamés à piller les voitures de grains. Les gendarmes procédèrent à des arrestations à Loudéac et Uzel. La cavalerie patrouilla à Quimperlé, Morlaix, Carhaix et chargea les attroupements contre les spéculateurs de céréales. Des malheureux, privés de pain, volaient choux et navets dans les champs, des milliers de vieillards et d'enfants moururent de misère. (6)



L'exode s'effectua à pied.

Monseigneur de Hercé, évêque de Nantes fit quêter pour les "affamés d'Irlande" ; le vicaire de Basse-Goulaine, légitimiste comme la plupart des ses confrères, tonna du haut de la chaire : *"Le grain de la récolte prochaine tombera en poussière, et les pommes de terre seront toutes mauvaises"*. (7)

L'exode

La misère par la disette devenue insupportable relança l'émigration amorcée depuis dix ans dans le canton de Loudéac et dirigée surtout vers Nantes pour les raffineries de sucre et les installations de voies ferrées. Les migrants se déclaraient à leur départ pour l'obtention du titre de circulation délivré par leur maire, "terrassiers ou qui le deviendront". Ils privaient de domestiques l'agriculture qui se plaignait que *"l'émigration vers les travaux publics fait élever les salaires des campagnes"* (8). Au cours de la décennie suivante, on les vit creuser les bassins de Redon et Saint Nazaire, édifier contre les inondations les digues de la Loire, construire les lignes ferroviaires de Nantes à Saint-Nazaire et à Vannes.

Cet exode typique et éprouvant s'effectua à pied par des familles avec enfants et maigre bagage. Une centaine de kilomètres les séparaient de la cité nazairienne, cent cinquante de Nantes et plus de 200 d'Angers pour les ardoisiers de la Roche-Derrien. Sales et dépenaillés, semblables aux gitans redoutés, ils portaient sur eux, dans l'esprit des "populations d'accueil", un relent apocalyptique de patates gâtées par le mildiou. Autant dire qu'ils ne furent pas accueillis à bras ouverts, d'autant plus que, mères et gamins tendaient la main sans complexe.

Parallèle à la côte, la grand route de Nantes à Concarneau charriait les échanges. Les cabaretiers accueillaient rouliers et voyageurs, les maréchaux-ferrants remettaient en état bêtes et voitures. Riverains, les anciens y virent passer les derniers convois de prisonniers se rendant du bagne de Brest à celui de Rochefort, et les groupes de bretons, sabots accrochés au cou, pelle ou pioche sur l'épaule. En 1839, le pont suspendu de La Roche-Bernard, prouesse technique pour l'époque, évita l'attente du bac sur la Vilaine, lent et dangereux.

En 1850, cinquante mètres de son tablier furent emportés par la tempête et la circulation rétablie l'année suivante.

Les cases

Dès le 24 mars 1847, afin de parer au plus pressé pour loger le flot des migrants, la municipalité décida de mettre à la disposition des particuliers désirant élever des logements ouvriers, des terrains en location, à raison de 10 francs par are et par an. Mille francs-or l'hectare, les occupants réglant la note, ce n'était pas une opération philanthropique ! Dix ans plus tard, elles étaient louées mille francs par an. (9). Les constructions prévues, baraquements de chantier, s'inspiraient peut-être des "loges" des sabotiers bretons : *"En forêt de Lorge-L'Hermitage, au nord de Loudéac, murs en terre et toits de paille, groupées en villages de 15 à 20, elles coûteraient cent francs l'unité en 1844. Chacune contenait deux à trois lits, un ou deux bancs, le tout propre mais primitif"* (10)

Epouvantée par l'épidémie de choléra de 1832-1833 qui fit 1 350 victimes à Nantes et près de 200 dans l'arrondissement de Savenay, la préfecture avait créé aussitôt un réseau de surveillance d'arrondissements et de cantons qui devait signaler les causes d'insalubrité. Les statistiques montrèrent sans équivoque le taux de décès bien supérieur chez les pauvres mal logés que dans les maisons cossues. Le préfet n'ayant pas reçu de la municipalité des garanties sur la conformité des logements prévus en matière d'hygiène, ne se pressait pas à délivrer le "permis de construire". Le 15 mai, le conseil municipal *"le supplia de lui délivrer promptement les autorisations pour édifier des maisons ouvrières, afin de faire cesser les souffrances qui éprouvent les malheureux ouvriers de tout genre par le manque de travail, dans le temps où la vie coûte si cher"*. (11)

Si la municipalité était contrôlée par la préfecture, rien ne retenait les particuliers qui déjà louaient granges, greniers, écuries. Le pauvre est souvent exploité par moins pauvre que lui...

Ces "cases", bâties en pisé, brique ou bois, sans carrelage, blanchies à la chaux, le sol insuffisamment battu, étaient dépourvues d'hygiène la plus élémentaire. Certaines sans porte ni fenêtre vitrée, était édifiées en planches mal jointes, de véritables porcheries. Pas d'égout ; pour les *commodités*, une baille avec couvercle, futaille désaffectée, récupérée à la décharge et vidée la nuit "au petit bonheur".

Poussière et puanteur en été, fange en hiver, les pionniers en avaient l'habitude ! *"dans leur modeste chaumière, souvent couverte de bruyère ou de genêt, prenait jour par une porte et une meurtrière, il n'était pas rare de voir l'étable et l'habitation se partager le même pièce, on avait ainsi plus chaud, on surveillait plus facilement les bêtes et*

on pouvait donner à manger sans sortir. Evidemment, elles attiraient les mouches... ". (12)

Beaucoup de ces cases étaient implantées sur la propriété Girard de la Canterie, à l'emplacement du hameau du Prieuré et de sa métairie (de la place de la gare à la place Marceau) où on peut situer la place Napoléon qu'il réussit à faire lotir en faisant modifier les plans prévus ! Pendant vingt ans, elles contrarièrent l'ouverture et l'alignement des rues, dont les fondations surélevées les mettaient en contrebas de la voirie, et les exposaient aux inondations par temps de pluie. En 1868, après les grandes faillites, place du Prieuré (Marceau) la municipalité hésitait à les racheter, le terrain ne valait plus que quinze francs le mètre carré.

"Il n'y avait qu'une source sur ce rocher, la Grande fontaine, pour s'approvisionner en eau potable ; assez abondante, il lui arrivait parfois de tarir par grande sécheresse. Il fallait alors avoir recours à des ruisseaux éloignés, ce qui rendait difficile l'avitaillement des navires" (13). Située place de la Source, sa pratique était celle du vieux Saint-Nazaire ; on l'habilla d'une construction à frontons sculptés. Il existait d'autre part un puits qu'on pourrait situer rue de Penhoët ; une pompe fut installée en 1856 au Grand Calvaire, carrefour des rues du Bois Savary, du Prieuré et du Calvaire. Le *Père Couve*, marchand d'eau, vendait deux sous le seau qu'il apportait du puits de la Briandais. En 1848 fut mis en service un lavoir public, au lieu dit "l'Etang des sables", à l'emplacement de l'actuelle rue de La Vera-Cruz.

Le feu aurait trouvé, dans ces constructions particulièrement combustibles, l'aliment favorable à un incendie catastrophique. Le conseil municipal décida en 1850 l'achat d'une pompe à bras et en 1851, la création d'une compagnie de sapeurs-pompiers volontaires. C'est la discussion pour l'attribution d'une modeste retraite mutualiste en 1874 qui, tournant à l'aigre, provoqua la démission du maire, Cahour, et mit fin à ses brèves fonctions de dix mois.

La loi du 13 avril 1850, première loi française de salubrité publique, imposa à chaque commune la création d'une commission chargée de visiter les logements insalubres et d'imposer aux propriétaires les travaux qu'elle jugeait nécessaires : percement de fenêtres, réfection des sols, remise en état des latrines. Bien évidemment, les résistances furent nombreuses et limitèrent les pouvoirs réels des commissions.



A Saint-Nazaire, le maire et médecin Guillouzeau présidait cette commission en connaissance de cause, mais ne semble pas s'être montré rigoureux. En 1873, les Sœurs de la Sainte famille de Grillaud dénonçaient "les taudis nazairiens" (14) qui ne dataient pas de la veille.

Le choléra

"On parlait bien de la misère des pauvres, mais c'était un sujet de piété et non de crainte pour les riches. On ne croyait pas à la solidarité du riche et du pauvre, on ne connaissait pas cette affreuse, cette contagieuse pauvreté, le choléra l'a montrée dans toute sa nudité". (15)

Il avait sévi en Bretagne en 1832-1833, puis réapparut en 1849-1850. Il débuta à Nantes le 20 avril à l'Hôtel-Dieu. Deux sœurs du Danitat furent emportées en quelques heures. Le 9 novembre, on dénombrait 936 victimes, soit près 1 % de la population de la ville. Il s'étendit (officiellement) sur 34 communes de Loire-Inférieure, l'arrondissement de Savenay en compta 200, dont 50 au village de Mayun, à La Chapelle des Marais entre le 25 juin et le 25 septembre. Saint-Nazaire fut atteint en août.

Maladie bactérienne intestinale aiguë, se déclare brutalement, diarrhées liquides et abondantes, vomissements, déshydratation rapide. Transmise par l'eau et les aliments, la maladie peut être évitée par une stricte hygiène corporelle, la consommation d'aliments cuits, d'eau potable ou bouillie et le nettoyage du sol et des toilettes à l'eau de Javel... La légende des remèdes employés est très longue... Le traitement curatif du choléra est aussi peu sûr, aussi peu efficace et aussi indéterminé aujourd'hui qu'il l'était lors de la première invasion du terrible fléau." (16)

Les traitements étaient empiriques, rares étaient les médecins croyant à la contagion, les élèves du célèbre Broussais en étaient restés à la saignée et aux sangsues (il n'en manquait pas en Brière). D'autres ordonnaient la créosote, la quinine, la poudre à canon. Les plus réalistes, l'opium et ses dérivés...

Il ne restait que le recours à la miséricorde divine, le port de la médaille miraculeuse largement distribuée en 1832. Nos paysans processionnaient toujours à Saint Roch de Pont Château et le clergé bénissait les maisons. L'évêque ordonna des prières publiques, elles furent récitées au Pouliguen pendant l'octave de la Fête Dieu : "La paroisse semble épargnée" (17). Emporté par son élan oratoire, un missionnaire prêchant à Basse-Goulaine qualifia de "messager de Dieu" le choléra chargé de rappeler la fréquentation



de la Sainte table et autres sacrements.

A Nantes, *L'Hermine,* journal légitimiste fondé en 1834 par M. De Sesmaisons, imprimait sans vergogne : "Le choléra, c'est le Socialisme en action".

A Saint-Nazaire, atteinte en pleine activité estivale de creusement du port, les terrassiers mal logés furent les principales victimes. Le docteur Guillouzeau, prétextant l'impossibilité de les soigner au lazaret de Penhoët réservé à la marine, les expédia à l'hôpital de Savenay où furent enregistrés les décès et fit voter des secours aux familles.

Le mal reprit vigueur dès janvier 1850 à Paimboeuf qui connut en deux mois 104 décès soit 3 % de sa population ; l'arrondissement de Savenay paya son tribut, avec 81 morts. Le 5 mai, Guillouzeau fit voter à ses conseillers le rapatriement des malades dans leur commune d'origine, au risque de les voir mourir en route et contaminer d'autres populations. Pour les chômeurs, il créa des ateliers de charité.

On revit le choléra en 1866. Le vicaire signala à l'évêché trente décès en une semaine, alors que le département enregistrait 600 victimes. Misère aussi à l'extrémité de la commune où les paludiers de Pornichet n'avaient pas récolté de sel. La mortalité fut alors supérieure des deux tiers à celle de 1861 Il faut y ajouter, en cette année pluvieuse, la dysenterie, partout endémique, se propageant par les eaux contaminées, la variole dont la vaccination était réservées aux classes aisées, et bien sûr, la tuberculose.

Les décès d'enfants et d'adolescents, pas moins du tiers habituellement, dépassa la moitié en 1864. Ceux qui survivaient aux premières années étaient mis au travail à douze ans, peu et mal nourris, entassés dans des logements insalubres, la faim les poussa parfois à mendier leur pain. "Chiner" n'était pas pour eux déshonorant : dans les périodes de vivres rares, Jour de l'an, Mardi-gras, Carnaval, Pâques, ils allaient au pays, de porte en porte, de ferme en ferme, chanter un couplet de circonstance, avec pour récompense, tartine beurrée, œufs, ou quelques sous.

Les migrants des Côtes du Nord changèrent de destination avec l'ouverture de la gare de Rennes le 27 avril 1857 et le prolongement de la ligne vers Brest, ils cédèrent au mirage parisien : *"depuis qu'Ys a sombré dans les flots, il n'y a pas d'autre ville à regarder que Paris"...* ( ). Ils y trouvèrent de pénibles besognes. Paris était alors un immense chantier attirant 300 000 travailleurs du bâtiment, logés dans des baraques, nourris dans des cantines collectives, ou clients des "bouillons Duval" qui servaient pour quarante centimes, le bouilli, le bouillon et un petit pain. Les filles ne récoltèrent que des emplois de maison et le douteux surnom de "Bécassine", cinquante ans plus tard, devint le portrait idéal de la servante un peu demeurée, totalement dévouée et fidèle à la famille bourgeoise. L'époque héroïque de l'exode vers la Loire était révolu. J'ai rencontré dans la mémoire populaire une légende locale s'y rapportant : celle d'un attelage enlisé dans un bourbier breton qui réapparut à Saint-Nazaire, et sur le registre paroissial de Peumerit-Quintin, quelques lignes du recteur datées de 1861 : *"Depuis quelques années, plusieurs familles indigentes se sont émigrées sur Nantes et Saint-Nazaire où elles se sont fixées".* Effectivement on les retrouve à l'état civil nazairien.

Maurice PERRAIS
1994

Prochain article : La Société Nazairienne



Cet article, dont la suite paraîtra dans un prochain numéro sous le titre : "La Société Nazairienne", est le dernier article écrit pour Gavroche par notre ami Maurice Perrais avant de nous quitter. Cet homme simple aimait sa Bretagne natale et il était fier de ses ancêtres "Les Meneaux".

BIBLIOGRAPHIE

(1) En Haute Bretagne, Buffet 1954, p. 34.

(2) Arch. Départ. des Côtes-du-Nord, Rapport du Dr Vuillerme.

(3) L'Agriculture française 1844 (Côtes-du-Nord), p..55-56.

(4) L'Emigration bretonne, Abbé Gauthier, 1953, p. 53.

(5) La Batellerie bretonne Guillot-Cebron-Guillaumard 1988, p. 36 à 40.

(6) Histoire de Bretagne, p. 116-117.

(7) Le Diocèse de Nantes 1813-1849, Faugeras, 1964, T. II p. 442.

(8) Le Diocèse de Nantes sous le Second Empire, Launay 1982, p. 846.

(9) Saint-Nazaire, la Ville, le Port, le Travail. M. Barbance, p. 263.

(10) Buffet op. cit. p. 68 et 69.

(11) Conseil municipal du 15/5/1848. Barbance, p. 490.

(12) Buffet op. cit. p. 153.

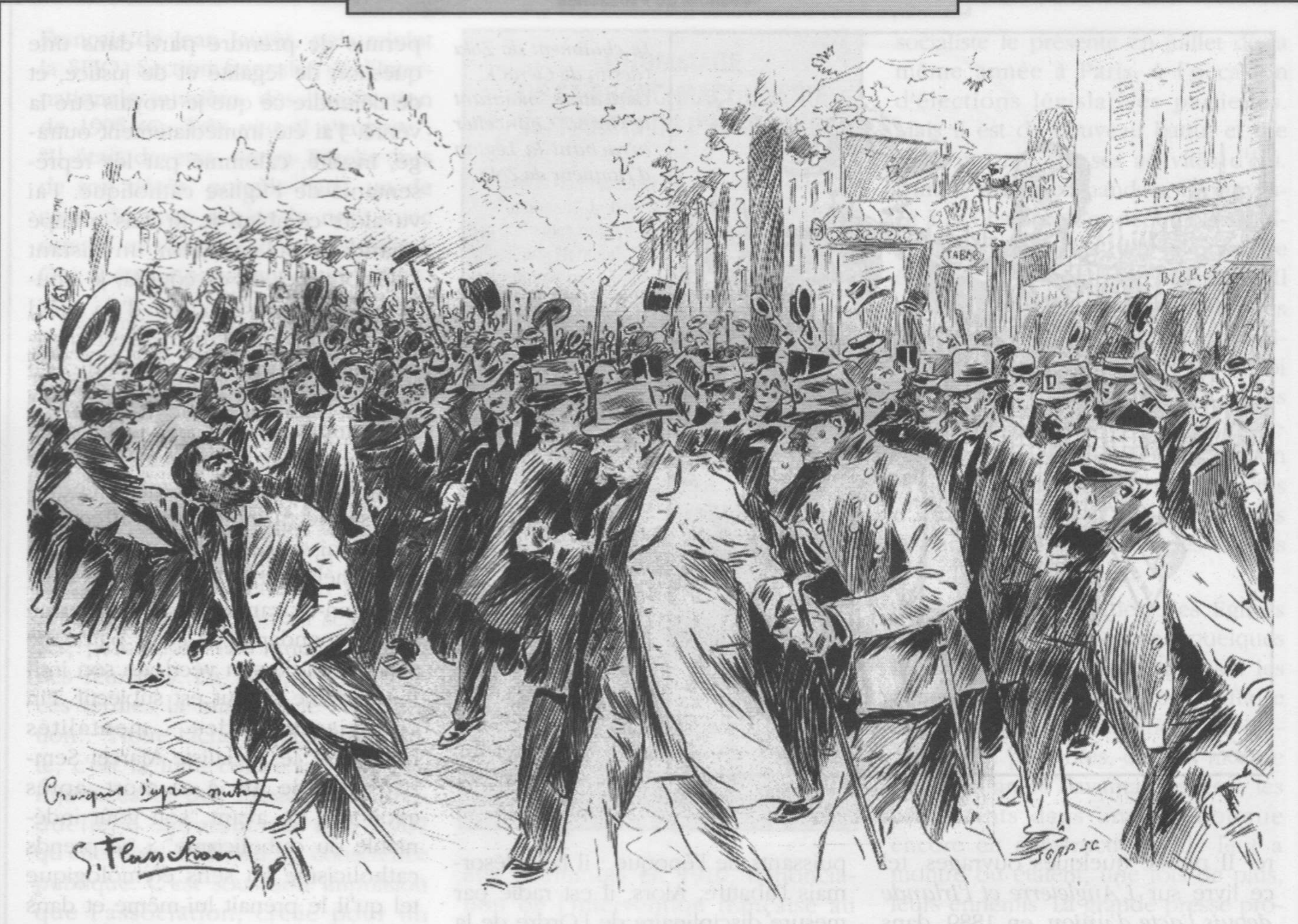
(13) Barbance, op. cit. p. 248.

(14) Documentation des Sœurs de la Sainte Famille.

(15) Gazette Médicale du 8/1/1853, article du Dr Guérin.

(16) Dr Guérin op. cit.

(17) Histoire du Poulmiguen, Abbé Roberdel 1972, p. 87.



Arrestation de M. de Pressensé

Francis de Pressensé

Octobre 1898. Pendant l'affaire Dreyfus, Daniel Halévy note dans son journal, à propos d'une réunion qui vient de se tenir à la salle Wagram, à Paris, : "Des agents devant la grille de la salle. On circule. Bientôt, j'entends crier : "Vive Pressensé ! " et je vois un vieillard lourd, marchant à petits pas raides, avec l'aide d'une canne. Il s'approche des agents, on l'éloigne, on le bouscule, un brigadier le pousse violemment par derrière, nous sommes trente ou quarante à l'entourer" (1).

Tout y est, dans ce portrait brossé en quelques lignes : malgré la maladie, les souffrances, les difficultés à se déplacer, le militant Francis de Pressensé n'hésite pas à affronter les forces de l'ordre, en pleine affaire Dreyfus. Cet homme courageux, sur qui tant d'espoirs reposent, il faut le protéger.

"L'Affaire" l'a mis au premier plan. Il réagit en républicain, en démocrate, en homme qui refuse l'injustice. Cette affaire a des conséquences incalculables pour lui. Elle le fait devenir socialiste, elle fait de lui un "incroyant". Cet homme, profondément religieux jusqu'alors, transfert sa foi dans le socialisme. Dans ce socialisme qui, pour reprendre un jugement de Marcel Sembat, "lui a donné ce qu'il avait cherché dans la religion" (2).

Rien, a priori, ne le disposait à devenir ce socialiste à rompre, sinon avec ses origines, du moins avec tout les privilèges et une grande carrière qu'il pouvait en attendre.

Né en 1853, il est un élève brillant, lauréat du Concours général. A la déclaration de la guerre de 1870, il a alors 17 ans, il s'engage par patriotisme. Versé dans l'armée de la Loire, il est attaché à l'état-major du général Chanzy. Puis il quitte l'uniforme, reprend ses études. Le voici titulaire en 1872 d'une licence es lettres, et en 1876 d'une licence en droit. Après un court passage dans le cabinet de Benjamin Bartoux, ministre de l'Instruction publique, il entre en 1879 dans la carrière diplomatique, et devient l'année suivante secrétaire d'ambassade à Constantinople, puis à Washington. Le virus de la presse le saisit : il démissionne de "la Carrière" en 1882, collabore à plusieurs journaux, *Le Parlement, La République Française*, et surtout à partir de 1888 au Temps, où il est bientôt chargé de la rédaction du bulletin de politique extérieure. Républicain libéral, il ne se préoccupe alors guère de politique intérieu-



Le châtiment de Zola (dessin de Clérac). . Caricature, montrant le Grand Chancelier arrachant la Légion d'Honneur de Zola.

re. Il publie quelques ouvrages, tel ce livre sur *L'Angleterre et l'Irlande depuis l'acte d'union*, en 1889, dans lequel il prend position pour les catholiques irlandais persécutés par l'Angleterre. Résumant cette période de sa vie, son ami Victor Basch – futur président de la Ligue des droits de l'homme, assassiné avec son épouse par la Milice en 1944, à 80 ans passés – a pu écrire en 1914 : "En 1897, Francis de Pressensé est à l'apogée de sa carrière. On se dispute sa prose. L'académie lui fait les yeux doux. Et, au Sénat semble attendre un fauteuil près de son père. C'est alors qu'éclate l'Affaire" (3).

Dès les tous débuts de l'Affaire Dreyfus, Francis de Pressensé s'engage avec fougue et courage. Malgré la maladie : il est en effet sujet à de fréquentes crises d'arthritisme et de rhumatismes invalidants, qui le fragilisent à l'extrême. Ce faisant, il prend parfois des risques physiques, et manque un jour d'être écharpé à Toulouse (4). Surtout, il devient un paria, en rupture avec son milieu d'origine, avec son monde. Quand Émile Zola se voit retirer sa Légion d'Honneur, il renvoie la sienne, et le fait savoir. Mais cette démission ne suffit pas aux puissants de l'époque : il faut désormais l'abattre. Alors, il est radié par mesure disciplinaire de l'Ordre de la Légion d'Honneur. Bientôt, *Le Temps* se prive de ses services, et il perd son travail. Malgré tout, il ne s'arrête jamais. Il entre dans la vie publique. Il devient socialiste. Il perd la foi. Le protestant qu'il était avait pu au début des années 1890 se laisser tenter par le catholicisme, allant même jusqu'à publier en 1897 une vie du cardinal Manning, en qui il voyait un "héros de la charité". Tout est fini désormais.

Plus tard, le 13 mars 1903, à la tribune de l'Assemblée nationale, il reviendra sur ces années-là de sa vie, en évoquant son livre consacré au cardinal Manning :

"J'étais à ce moment-là, dans la crise intellectuelle qui m'a définitivement amené, né dans un autre parti, à passer irrévocablement au parti de la révolution sociale, en proie à certaines illusions relatives au catholicisme.

J'avais écrit ces choses-là dans l'esprit que je viens d'indiquer. Quand est survenue une crise qui ne touchait ni de près ni de loin à cette question et quand, sans avoir à ce moment changé publiquement une seule de mes opinions, je me suis permis de prendre parti dans une question de légalité et de justice, et de défendre ce que je croyais être la vérité. J'ai été immédiatement outragé, insulté, calomnié par les représentants de l'Église catholique. J'ai vu alors combien je m'étais trompé quand j'avais pu avoir un instant l'illusion que, de ce côté là, je trouverais la représentation d'un idéal quelconque ou d'un respect quelconque de justice et de liberté. Ce jour là, mon parti a été pris".

L'homme devient socialiste, avec son cœur, mais l'intellectuel qu'il est nourrit cet engagement de nombreuses lectures. Raison, affectivité et connaissance de la nature humaine se mélangent.

Le non-croyant qu'il est devenu ne perd cependant pas cette partie de son passé, de son vécu, de son intimité. Même si tout est subjectif. Fin connaisseur des mentalités humaines, le socialiste Marcel Sembat a dit de lui, à sa mort, après avoir mis en avant "son goût indéniable du catholicisme" : "je prends catholicisme au sens étymologique tel qu'il le prenait lui-même et dans le sens du goût, tendance à dépasser les limites trop étroites d'une seule formation nationale". Sembat évoque aussi dans son discours cette "chose dont il sentait précisément en lui-même la haute valeur, à savoir l'effort permanent et individuel auquel le protestantisme, avec tant de raison, attache un si haut point" (5).

Son aspiration à ce que Jaurès appelait "goût de catholicité" pouvait s'ancrer solidement dans le socialisme, lui qui cherchait le moyen d'entrer en communication universelle avec l'ensemble du prolétariat, avec tous les travailleurs sur toute la surface du globe.

Le combat pour l'Homme

Derrière ces mots de "prolétariat", de "travailleurs", il y a bien sur l'Homme, à qui de Pressensé consacre sa vie. Au sein du mouvement socialiste, à partir de 1902 : il est alors membre du Parti socialiste

Français de Jean Jaurès, puis rejoint la SFIO, Section française de l'Internationale ouvrière, dès l'unification de 1905 (6). Très vite, il s'impose : "Il était devenu, écrira Bracke lors de son décès, pour le Parti, un de ceux dont on répète le nom avec orgueil en disant : *Il est des nôtres*. Oui, il était à nous tout entier" (7).

L'Homme, il le défend aussi au sein de la Ligue des droits de l'homme. Il est parmi les fondateurs de cette organisation créée en 1898, pendant l'Affaire Dreyfus. Succédant à Ludovic Trarieux, il préside la Ligue après la démission de ce dernier, le 19 octobre 1903. Malgré ses souffrances physiques, qui l'emprisonnent souvent dans un fauteuil roulant, il n'arrête jamais ses activités, parcourant la France, animant des réunions. En 1904, il définit en ces termes la mission de l'association : "Notre tâche la plus importante, c'est la lutte contre la foule des injustices et des illégalités individuelles", ajoutant en mai 1907 qu'elle doit organiser la conscience publique. C'est sous son impulsion que l'association, créée pour un objectif spécifique, la défense d'Alfred Dreyfus, devient chaque jour davantage plus active, plus engagée dans la vie de son temps, plus militante. Elle élargit son action : "Nous avions pris l'engagement, déclare-t-il en 1912, non pas seulement vis-à-vis des autres, mais vis-à-vis de nous-mêmes, de nous faire les serviteurs de la justice et d'essayer d'obtenir, même dans la société présente, la réparation des iniquités particulières et des iniquités générales. (8)" Ces propos, il les tient en février 1912, dans un Congrès national de la SFIO, alors que les membres socialistes de la Ligue et de la franc-maçonnerie sont attaqués par une frange du Parti – celle de Jules Guesde et de ses amis – qui voit dans ces deux institutions des outils au service de la bourgeoisie. Francis de Pressensé - "ligueur" mais non franc-maçon - monte au créneau pour rejeter ce procès d'intention et défendre le bilan de la Ligue, et rappelle dans son discours son engagement social : interventions pour obtenir la libération de dirigeants CGT arrêtés en 1907, soutien aux postiers grévistes en 1909, aux cheminots en 1910, dénonciation de l'intervention française au Maroc en 1912, etc.

Il anime donc la lutte sur tous les fronts. Même à la Chambre des députés, où il est élu en 1902 député de la 10e circonscription du Rhône. Il est réélu en 1906, mais battu aux élections générales de 1910. Le Parti socialiste le présente en juillet de la même année à Paris, à l'occasion d'élections législatives partielles. Mais il est de nouveau battu, et tire alors un trait sur ses activités d'élu. Durant ses deux mandats, il prononce à la Chambre des députés de multiples interventions, sur la politique étrangère, la politique coloniale. Il défend les Juifs et révolutionnaires russes victimes du tsarisme, les Tunisiens, les femmes victimes de la loi de l'homme, les Arméniens et les Macédoniens opprimés par la Turquie, etc. Il échafaude en 1903 un projet d'organisation des États-Unis d'Europe. Surtout, il est un des acteurs de la séparation des Églises et de l'État de 1905.

Avec cette séparation des Églises et de l'État, il faut revenir quelques instants, pour situer le cadre, sur les protestants, mais aussi sur l'affaire Dreyfus, aux conséquences décidément bien présentes, dans la mesure où elle a ancré davantage encore les protestants dans une République encore en construction. Elle leur a montré où étaient, une fois de plus, leurs ennemis. La grande presse protestante n'a pas soutenu le capitaine Dreyfus, certaines familles de la "Haute société protestante" ont même été anti-dreyfusardes. Mais le peuple protestant et ses pasteurs ont majoritairement été dans le camp de la justice. Et le rôle de premier plan

L'HOMMAGE DE LA FRANC-MAÇONNERIE À FRANCIS DE PRESSENSÉ

Francis de Pressensé ne fut pas franc-maçon. Cependant, le Grand Orient de France, dans les semaines qui ont suivi son décès, a organisé plusieurs "tenues" (réunions), en hommage à cet homme qui a lutté pour la justice et la liberté.

Fait révélateur, dans la logique dans laquelle s'inscrivait alors la première obédience maçonnique française, Picquart, autre "héros" de l'Affaire Dreyfus, décédé quelques heures avant Francis de Pressensé, a été associé à cet hommage.

Nous avons relevé :

- le 6 février 1914, une tenue organisée par la Loge "Les Précurseurs" (document) ;
- le 13 février, la Loge "Unité maçonnique" fait une "batterie de deuil" en mémoire des deux disparus ;
- le 17 février, Édouard Zunz fait un exposé devant la Loge "Victor Hugo" sur "Souvenirs de l'Affaire Dreyfus. De Pressensé - Picquart - Déroulède" ;
- Enfin, le 17 mars, une cinquantaine de Loges de Paris et de la région parisienne se regroupent pour "célébrer la mémoire glorieuse des grands citoyens mort récemment : Francis de Pressensé et le lieutenant-colonel Picquart".

Bulletin des loges de Paris et de la région parisienne (1914). "Les précurseurs" : 600 F.

Vendredi 6 Février 1914

LES PRÉCURSEURS
(Or∴ de Clichy)

Vén∴ F∴ FADIÉ (18e), 103, boul. National, Clichy.	Sec∴ F∴ E. BRÉGEOT, 103, rue du Bois, Clichy.
Orat∴ F∴ G. MOITET (18e), 7, bd. Voltaire, Asnières.	Trés∴ : F∴ Et. BOUFFARD, 13, rue de Paris, Clichy

Temple : 39, rue Castérès, à Clichy
Adresse de la Loge chez le Vénérable.

Ouverture des travaux à 20 h. 30 précises. — Lect∴ des procès-verbaux et de la corresp∴.
Audition du prof∴ X..., officier d'administration du Génie, précédemment scrutiné. — Init∴ s'il y a lieu.
Allocution de bienvenue du F∴ FRUGÈRE, orat∴ adjoint de l'At∴, au nouvel initié.

Deux Hautes Consciences :

LE GÉNÉRAL PICQUART

"Un acte d'héroïsme"

ÉLOGE FUNÈBRE, par le F∴ **Georges MOITET,** Orat∴ de l'At∴.

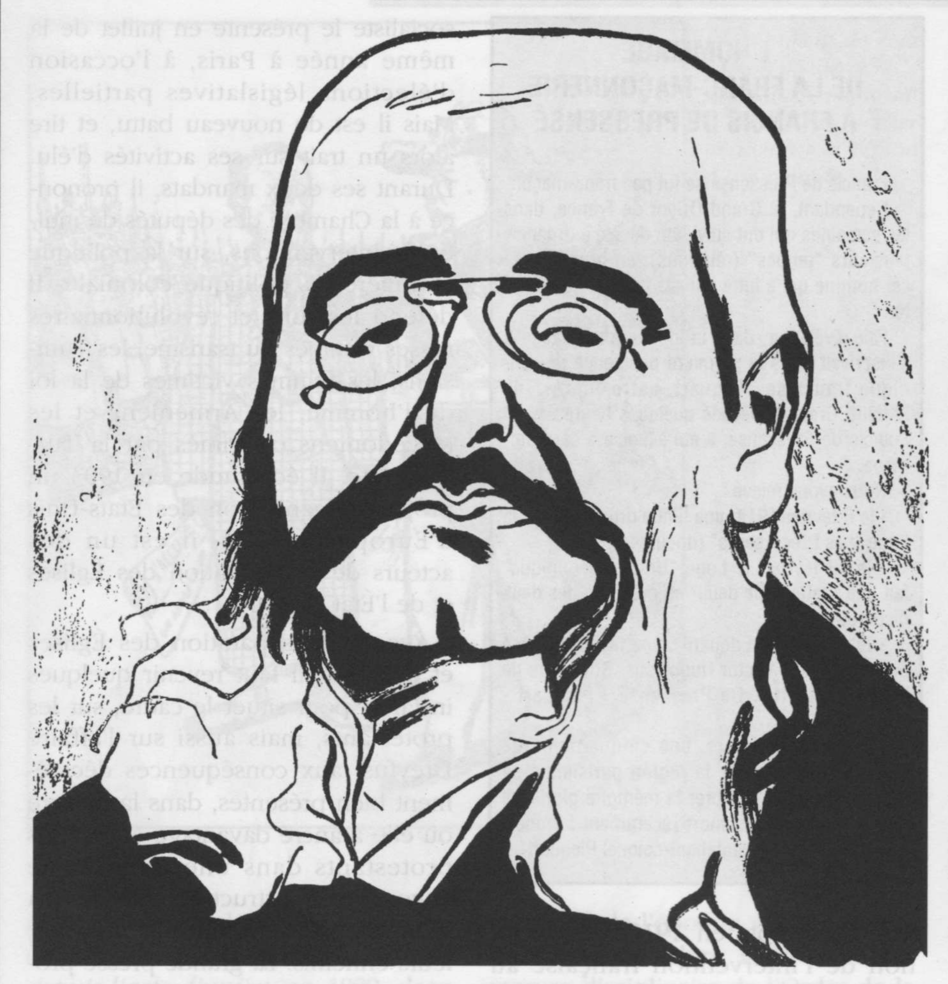
FRANCIS DE PRESSENSÉ

Le Philosophe et le Citoyen

ÉLOGE FUNÈBRE, par le F∴ **J.-E. BON,** Vén∴ de la R∴ L∴ *La Renaissance.*

Circ∴ des T∴ de la V∴ et du S∴ aux Prop∴ — Clôture des trav∴ à 23 heures.

Les Maç∴ habitant l'O∴ de Clichy ou l'O∴ de Levallois sont tout particulièrement priés d'assister à cette Ten∴



Dessin de A. Delannoy extrait de "Les hommes du jour" du 30 janvier 1909.

joué dans l'Affaire par des protestants tels Auguste Scheurer-Kestner et Francis de Pressensé incite les nationalistes et les ultra-catholiques à placer tous les protestants dans le camp dreyfusard, et à les attaquer avec force. Par contrecoup, les milieux protestants resserrent leur alliance avec les républicains, avec les laïques. D'autant plus que les ultra-catholiques, voire même nombre de catholiques - ceux-là même qui, pendant des siècles les ont persécutés - rejettent cette République, qui se veut réformatrice, voire même sociale et peut-être bientôt… laïque.

Les protestants luttent contre ce catholicisme de combat. Leurs adversaires ne s'y trompent pas, et les poursuivent d'une haine vigilante. Des livres sont publiés dès le milieu des années 1890 : *Le péril protestant* et *La conquête protestante* d'Ernest Renauld, en 1898 et 1900, ou Le parti protestant de Georges Thiébaud en 1895. Les articles sont encore plus nombreux. Un exemple révélateur ? Celui reproduit dans le n° 3 du très Maurrassien journal *L'Action Française*, en mars 1908. On y lit : "La République est le gouvernement des protestants qui importent d'Allemagne, d'Angleterre et de Suisse un système d'éducation qui abrutit et dépayse le cerveau des jeunes français" (9).

Un homme, une famille

Pour de multiples raisons, Francis de Pressensé s'engage dans le combat de la Séparation : ses origines protestantes, peut-être, son socialisme sans doute, son anticléricalisme certainement. Tout se conjugue, mais il faut aussi faire entrer une autre dimension, celle de la tradition familiale. En effet, son père, quelques décennies auparavant, avait déjà enfourché le même cheval de bataille.

Intéressante personnalité que celle d'Edmond de Pressensé. Ce pasteur protestant (1823-1891) écrit à partir de 1850 dans diverses revues, puis participe en 1854 à la création de la *Revue chrétienne,* porte-parole d'un protestantisme libéral, qui place l'homme au centre de ses réflexions, et souhaite reformuler les vérités fondamentales de la foi chrétienne pour les rendre accessibles à tous. Devenu en 1856 rédacteur en chef de cette revue, il y défend le principe de la séparation de l'Église et de l'État.

Plus tard, en 1871, il ne partage certes pas les idéaux de la Commune de Paris, mais le modéré qu'il est ne tolère pas la chasse aux sorcières, les exécutions sans procès. Alors, avec son collègue le pasteur Bersier, il cache entre mars et juin 1871 le socialiste communard Benoît Malon. Dans ce milieu-là, on ne badine pas avec la conscience !

Député républicain en juillet 1871 avec l'appui de Thiers – l'écraseur de la Commune… Les paradoxes ne sont jamais absents de la vie politique !- il siège au centre-gauche, et intervient souvent, par exemple pour s'opposer au projet tendant à déclarer d'utilité publique la construction du Sacré-cœur à Paris, en expiation des "crimes" de la Commune de Paris. Il échoue aux élections législatives de 1876. Désigné sénateur inamovible en 1883, il s'élève en 1885 contre la méthode qu'on semblait adopter pour aboutir à la séparation de l'Église et de l'État en supprimant partiellement certains crédits. Lui veut un projet d'ensemble. Son fils aussi.

Une personnalité comme celle d'Edmond de Pressensé marque, à n'en pas douter. Que dire de la mère, dont l'influence a du sans conteste être encore plus importante, pour transformer le républicain Francis de Pressensé en socialiste ? Edmond ne donne pas le sentiment d'avoir jamais renoncé aux avantages de sa caste, n'a jamais voulu changer la société. Il en va autrement pour son épouse (1826-1901), née Élise Françoise Louise du Plessis-Gouret. Femme de pasteur, certes, mais surtout femme de lettres et intellectuelle. Elle a aidé son époux à rédiger certains de ses livres, et en a publié plus de vingt sous son nom propre : des plaquettes de poésie, mais surtout des romans éducatifs, qui ont remporté un grand succès populaire. Si

Edmond de Pressensé a aidé à sauver Benoît Malon, c'est sans doute sur son influence, dans la mesure où elle a été très à gauche, prêchant des idées socialistes, liée à Mme Champseix, écrivain connue sous le pseudonyme d'André Léo et compagne du révolutionnaire proscrit et pourchassé. Élise de Pressensé a été très proche des idées défendues pendant la Commune de Paris, et très choquée par la répression de la "semaine sanglante" et les nombreux massacres (10).

Le combat pour la séparation

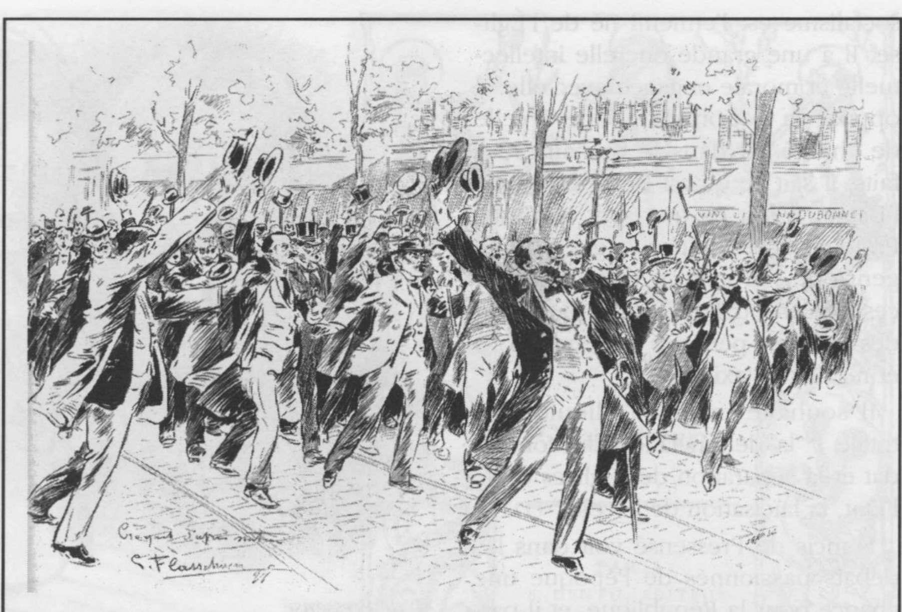
C'est en 1905 qu'aboutit le processus initié quelques années plus tôt, celui de la séparation des Églises et de l'État. Francis de Pressensé a été un acteur important de cette période. Le 7 avril 1903, il dépose une proposition de loi, premier texte d'ensemble, et non pas parcellaire, qui rencontre un écho réel dans l'opinion. Cette position, il l'a longuement mûrie, mais elle suscite l'hostilité de certains protestants. Si bien que, pour y faire obstacle, Eugène Réveillaud un de ses collègues parlementaires, lui aussi protestant, mais d'une autre tendance, dépose très vite une contre-proposition.

Francis de Pressensé réfléchit depuis longtemps à ces questions. Son combat, il l'engage sous le signe de l'anticléricalisme. Soyons clairs : Pour lui, l'Église est "une de nos pires ennemies", comme il l'écrit en 1903, avant d'ajouter :

"Je ne parle pas de religion ici (...). Je m'en prends au fait social de l'Église. (...) A-t-elle donc cessé d'être le plus puissant contrefort de l'édifice de notre société capitaliste ? A-t-elle cessé de faire le jeu de l'exploitation humaine ? Croit-on que tant que l'État entretiendra de ses deniers, investira de ses privilèges, entourera de sa protection ce formidable établissement, nous aurons chance d'opérer notre révolution et de socialiser la propriété ?"

Puis il ajoute :

"En vérité, pas n'est besoin d'enfoncer des portes ouvertes. Le



Les orateurs de la salle Wagram – La journée de dimanche dernier a été passablement agitée, et des manifestations se sont produites entre les dreyfusistes et les patriotes dont M. Paul Déroulède a ranimé les ardeurs. On sait que MM. de Pressensé et Vaughan avaient loué pour l'après-midi la salle Wagram et qu'après le placard de M. Déroulède convoquant le peuple de Paris à se joindre à lui pour empêcher la conférence qui devait y avoir lieu, les propriétaires de la salle avaient décidé d'en tenir les portes fermées. Ce sage parti aurait tout simplifié.

Mais les organisateurs, s'obstinant, avaient décidé de recourir à tous les moyens de droit pour se faire ouvrir la porte de la salle, dont la location leur avait été consentie.

Vers midi et demi, MM. de Pressensé, Vaughan et Morhardt, qui avaient provoqué la réunion, en faveur du lieutenant-colonel Picquart, se sont présentés suivis de nombreuses personnes.

D'autres, plus nombreuses encore, se sont groupées autour d'eux. Les portes étaient enchaînées et protégées par un cordon d'agents. Après de vaines réclamations, une première bagarre s'est produite. Les agents invitent les organisateurs à se retirer, et devant leur refus, ils prennent chacun par un bras, MM. de Pressensé, Vaughan et Morhardt, et les conduisent au poste de la rue Fourcroy.

On acclame ces messieurs.

Cependant, la foule afflue de tous côtés, avenue de Wagram et, auprès de l'Arc de Triomphe, les membres de la Ligue des patriotes attendent M. Déroulède.

Tout à coup des clameurs s'élèvent. Les chapeaux s'agitent ; on brandit des cannes ; la rumeur grandit, et aux cris enthousiastes de la foule, M. Déroulède passe, suivi de plusieurs milliers de manifestants.

On se met en marche, et les agents débordés par le nombre finissent par laisser arriver les manifestants aux portes de la salle.

M. Déroulède et ses amis apprennent alors que la réunion n'a pas lieu et que les organisateurs ont été arrêtés.

M. Déroulède, qui est entouré de MM. Marcel Habert, Paulin Méry et d'autres amis, est hissé sur les épaules des manifestants et il harangue la foule.

"Mes amis, en faisant appel au peuple de Paris, on avait osé espéré qu'il ne viendrait ici que de mauvais Français, et ce sont les bons Français qui sont venus ; on devait crier : "Vive Picquart ! Vive Dreyfus !" et ce sont les cris de "Vive l'armée ! Vive la Patrie !" qui retentissent. Ce que nous voulions est obtenu. On n'outragera ni le drapeau ni la France ici.

"Retirons-nous pacifiquement.

"Quant à vous, camarades, prouvez que nous ne sommes pas des fauteurs de désordre et évitez tout conflit avec ces braves gardiens de la paix : qui sont aussi d'anciens soldats. Les insulteurs de l'armée sont arrêtés, il ne reste plus ici que des patriotes. Je vais aller réclamer la mise en liberté des organisateurs de la réunion."

Sur quoi, l'auteur inspiré des *Chants du Soldat* s'est rendu, toujours escorté par une foule croissante, au poste de la rue Fourcroy.

Ayant été introduit auprès des organisateurs, M. Déroulède s'est heurté à leur refus formel de devoir quoi que ce soit à son intervention.

M. Déroulède sort du poste, toujours très entouré ; il prononce quelques paroles pour expliquer ce qui s'est passé à l'intérieur, puis il prend une voiture avenue Niel et disparaît, suivi encore de nombreux amis, dans la direction des fortifications.

Au moment où les amis de M. Déroulède étaient séparés, par un cordon d'agents, du député de la Charente, M. Paulin Méry, député du treizième arrondissement, veut rejoindre son groupe. Bousculé, il se fâche et tire son écharpe de sa poche d'un geste si vif qu'il frôle le visage d'un agent. M. Paulin Méry est arrêté. Il perd son chapeau dans la bagarre et c'est tête nue qu'il est conduit au commissariat du quartier Saint-Roch. Un quart d'heure après, M. Paulin Méry sort de chez M. Mourgues, commissaire de police, et prend une voiture qui le ramène à son domicile.

Pendant ce temps, place des Ternes et avenue Wagram, des collisions se produisent dans certains groupes. Des cannes sont brandies. On transporte deux blessés dans une pharmacie. Les antidreyfusards que les violences des amis de Dreyfus exaspèrent prennent le parti de les payer de la même monnaie.

Les heures passent et le foule, loin de se lasser, continue à devenir plus compacte et plus irritable.

Un seul cri de "Vive Picquart !" attire immédiatement à celui qui le profère de violentes représailles.

Un de nos confrères a qualifié cette journée : "La journée des *beignes*". Le nom lui restera.

Nous avons jugé utile de publier l'article paru "dans la foulée" des événements de la salle Wagram, dans le ***Monde illustré*** du 8 octobre 1898. Ce document montre le manque d'objectivité du journaliste (et du dessinateur) qui prennent fait et cause pour Déroulède et la Ligue des Patriotes.

socialisme est l'ennemi né de l'Église. Il a une grande querelle intellectuelle et morale engagée avec elle. Il oppose la notion de justice à celle de charité. Et dans le domaine des faits, il sait ce qu'est Notre-Dame de l'Usine. Il sait ce que sont les Bons Pasteurs et les autres bagnes de ce genre (...) Il sait ce que c'est que ces écoles où l'on forme tout, sauf des citoyens pénétrés de leurs droits et résolus à l'exiger."

Il souhaite enfin une liquidation totale : "la dénonciation du concordat et la séparation des Églises et de l'État, la laïcisation de l'école." (11)

Francis de Pressensé voit dans les débats passionnés de l'époque une chance pour la République, et il partage le sentiment de Jean Jaurès qui a situé l'enjeu de la séparation, en écrivant dans *La Dépêche* : "La grande réforme de la séparation, la plus grande qui ait été tentée dans notre pays depuis la Révolution française". (12)

Le résultat est là, avec la loi du 9 décembre 1905. L'article 1 est net : "La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions éditées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public". L'article 2 ne l'est pas moins : "La République ne reconnaît ni salarié ni ne subventionne aucun culte".

Ce texte marque bien une rupture capitale. C'en est fini du concordat Napoléonien. Plus profondément, prend fin l'antique union entre l'Église de France et le pouvoir temporel. S'il n'intervient pas en séance à l'Assemblée nationale, Francis de Pressensé appuie de ses votes toute l'élaboration de cette loi, dans ce combat qu'il mène contre l'Église en qui il voit l'ennemi du socialisme. Se représentant devant les électeurs du Rhône, à l'occasion des élections législatives de 1906, il se félicite de l'adoption de la séparation, de la dénonciation du Concordat, de la suppression du budget des cultes et de l'ambassade de France au Vatican, des subventions directes ou indirectes aux congrégations, de la séparation de l'Église et de l'école.

Le militant, l'élu, cette besogne accomplie, ne se retire pas de la bataille politique, même s'il semble prendre un peu de recul. Les dernières années de sa vie, il les réserve plutôt à la Ligue des droits de l'homme et à la politique internationale. Exprimant ses craintes d'une montée vers la guerre, il écrit par exemple dans *L'Humanité* en avril 1911 : "Il me paraît évident que nous glissons les yeux fermés sur une pente au bord de laquelle s'ouvre, béant, l'abîme d'une grande guerre". Cette guerre, il ne la connaît pas, car il décède le 19 janvier 1914, quelques heures après le décès du général Picquart, l'officier qui a été à l'origine du déclenchement de l'Affaire Dreyfus (13). Mais il la sentait monter inéluctablement.


M. de Pressensé

A l'annonce de sa mort, Jean Jaurès écrit dans *L'Humanité* du 21 janvier 1914 un de ses plus beaux articles : "Si grande que soit la perte faite par nous, quelque douleur que nous ressentions à la mesurer, c'est une invincible espérance qui vit en nous et notre allégresse se rit de la mort ; car la route est bordée de tombeaux, mais elle mène à la justice." Dans son testament, Francis de Pressensé a refusé des obsèques religieuses, non parce qu'il ne croit pas en un dieu de justice et d'amour, mais, a écrit ce fils de pasteur : "Je me suis séparé de toutes les églises, et j'ai trouvé le maximum de religion dans le socialisme tel que je l'ai compris". Ce "protestant austère (...) orateur sec et efficace" (14) a vécu une catholicité, pour lui synonyme de socialisme, lui permettant de travailler pour l'ensemble du genre humain. Appartenant à cette génération d'hommes parvenus à la conscience politique avec l'Affaire Dreyfus, il n'est pas rentré ensuite dans la quiétude de son cabinet, comme tant d'autres.

Lui a pris une autre dimension, universelle.

Denis LEFEBVRE

(1) Daniel Halévy, ***Regards sur l'affaire*** *Dreyfus*, De Fallois, 1994, pp. 118-119.

(2) Marcel Sembat, discours à la mémoire de Francis de Pressensé, Paris, 12 mars 1914 (Archives Marcel Sembat - OURS).

(3) Victor Basch, "Francis de Pressensé", *Le Courrier Européen*, n° 13, 24 janvier 1914.

(4) Henri Sée, *Histoire de la Ligue des droits de l'homme (1898-1926)*, LDH, 1927, p. 16.

(5) Discours cité.

(6) L'un de ses premiers gestes est alors de remettre au Parti socialiste, l'unité devenant une réalité, l'hebdomadaire qu'il avait lancé en novembre 1904 avec quelques amis : *La Vie socialiste*. L'historien Christophe Prochasson, dans sa thèse *(Place et rôle des intellectuels dans le mouvement socialiste français (1900-1920)*, Paris 1, 1989, pp. 101 et suivantes), fait un sort à cette publication, lui déniant la dénomination de "revue", y voyant un outil essentiellement politique, pour "réaliser l'unité des socialistes français". Bref, elle n'eut aucune "légitimité culturelle", et fut "un organe plus politique que culturel". Tare rédhibitoire ! Jugement injuste que celui-ci. Car *La Vie socialiste* n'a jamais prétendu au statut de revue culturelle, et n'a eu qu'une finalité, honorable au demeurant, dont elle s'est satisfaite... être un outil au service d'une cause qui avait sa noblesse : aider à l'unité socialiste. Pas plus, certes, mais pas moins !

(7) Bracke, "Francis de Pressensé", *Socialisme et lutte de classe*, n° 2, 16-31 janvier 1914.

(8) Compte rendu sténographique du 9e Congrès national du Parti socialiste (SFIO) tenu à Lyon du 18 au 21 février 1912. Le discours de Francis de Pressensé est reproduit pp. 519-531.

(9) Article reproduit par André Encrevé, dans son livre *Les protestants de France de 1800 à nos jours. Histoire d'une réintégration*, Stock, 1985.

(10) Pour en savoir plus sur cette personnalité originale, se reporter à l'étude de Rémi Fabre, "Une grande dame du protestantisme : Élise de Pressensé", *Bulletin de la Société d'histoire du protestantisme*, janvier-février-mars 1986, t. CXXXII, n° 1.

(11) *Le Mouvement socialiste* n° 112, 15 janvier 1903. Article publié dans le cadre d'une enquête sur l'anticléricalisme et le socialisme.

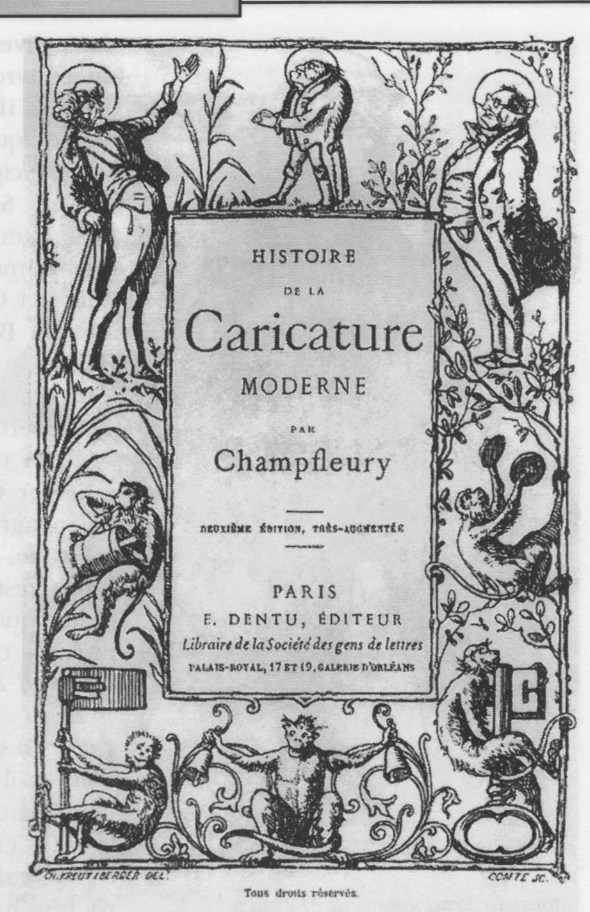
(12) *La Dépêche* du 30 avril 1905.

(13) En 1898, Francis de Pressensé lui avait consacré un livre, *Un héros, le colonel Picquart*. Ce livre a été publié chez Stock, homme de vérité et grand éditeur de l'*Affaire Dreyfus*. Dans son propre livre, L'Affaire Dreyfus. *Mémorandum d'un éditeur* (publié pour la première fois en 1938, réédité aux Éditions Stock en 1994), Pierre-Victor Stock a écrit de ce livre de Pressensé qu'il a été "le plus complet de tous ceux publiés sur Picquart." L'éditeur a reproduit une lettre de la sœur du militaire, Mme A. Gay, datée de novembre 1898 : "Quel service M. de Pressensé rend à mon frère en exposant si clairement et si exactement le rôle qu'il a joué dans cette affaire." (pp. 229-230).

(14) Pierre Pierrard, *L'Église et les ouvriers en France (1840-1940)*, Hachette, 1984, p. 435. Daniel Halévy a pu lui aussi évoquer l'homme qui parlait "en logicien", "froidement", mais en disant "des choses claires" (livre cité, p. 115).



Champfleury, autoportrait caricaturé, 1854.



HISTOIRE

DE LA

Caricature

MODERNE

PAR

Champfleury

DEUXIÈME ÉDITION, TRÈS-AUGMENTÉE

PARIS

E. DENTU, ÉDITEUR

Libraire de la Société des gens de lettres

PALAIS-ROYAL, 17 ET 19, GALERIE D'ORLÉANS

Tous droits réservés.

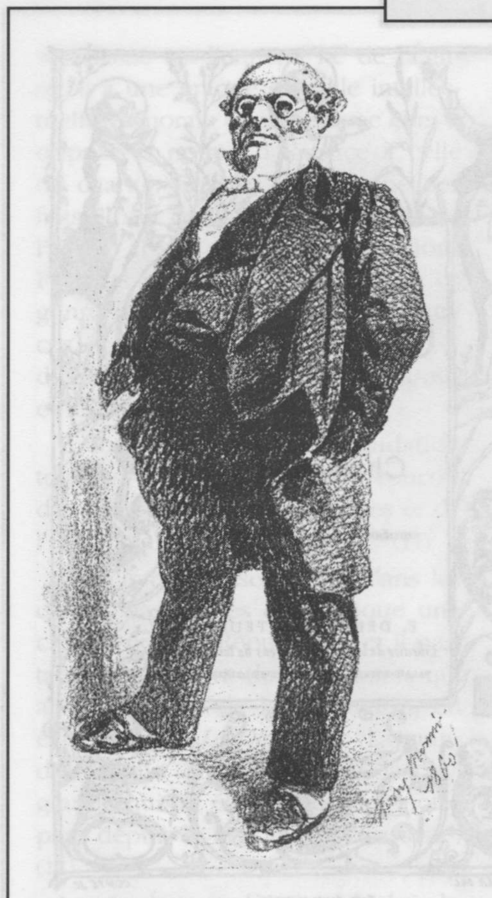
Champfleury, Histoire de la caricature moderne, Paris, Dentu, 1865.

Champfleury, érudit et historien de la caricature

Jules-François-Félix Husson-Fleury (1821-1889), plus connu sous son pseudonyme *Champfleury*, a laissé un grand nombre de romans, chroniques, recueils de souvenirs et études esthétiques (1). Si au XIXe siècle sa réputation était acquise à maints titres, elle semble aujourd'hui largement occultée et dérisoire. Quelques publications récentes (2) commencent à faire sortir de l'oubli celui que la postérité a exclusivement retenu – et cela de façon réductrice – comme l'inventeur du mot "réalisme" et le plus ardent défenseur de la peinture de Courbet.

Après des débuts dignes de la célèbre *vie de bohème* de Murger, Champfleury cherche à gagner sa vie par l'écriture. Employé de librairie devenu plumitif, il parvient à publier dès 1843, çà et là, quelques articles dans des feuilles comme *Tam Tam* et *Le Corsaire*, où il rencontre d'ailleurs Baudelaire.

Rapidement, comme la plupart de ces chroniqueurs et journalistes du Paris des années 1840, où la presse abonde en titres de tous genres, il place ses articles. De la presse à l'édition il n'y a alors qu'un pas, qu'il franchit en publiant, dès 1847, un premier ouvrage *Chien-Caillou, fantaisies d'hiver* (3). En 1856, il fonde une *Gazette Champfleury*, qui ne vit que l'espace éphémère de deux livraisons (4). Mais entre temps le critique d'art est né, multipliant dès 1844-45, à l'instar de Baudelaire, les comptes rendus de salons et d'expositions, dans lesquels il se fait notamment le chantre de Courbet et du *réalisme*. Et en plein Second Empire autoritaire, il proclame que le réalisme est "une insurrection" (5), passant outre une critique esthétique. Les conséquences ne se font pas attendre, pour cet écrivain désormais reconnu, dont les textes sont largement diffusés. Aussitôt, ses romans sont interdits, censurés, pilonnés. *La succession Le Camus* est édité en Belgique en 1857 et ne le sera pas en France avant 1864. Et en 1858-59, le Ministère de l'Intérieur semonce les journaux *La Presse* et *L'Opinion nationale*, qui publient en feuilletons *La Mascarade de la vie*



Monsieur Prudhomme de Monnier

parisienne et *Les Amoureux de Sainte-Périne.*

C'est alors qu'il se lance dans cette vaste *entreprise* qu'est l'érudition ! Comme de nombreuses personnalités de sa génération – je pense à Nadar en particulier – la motivation première est l'envie de réussir grâce à une grande œuvre qui puisse assurer à son auteur un succès doublé d'une fortune. Champfleury s'en est d'ailleurs expliqué : *"Si je me suis lancé dans l'érudition tout à coup, ç'a été forcé par les commissions de colportage, les arrêts de mes romans pourtant bien innocents... Je ne sais par quelles singulières visions les divers ministres de l'Intérieur avaient découvert dans le plus innocent des livres des machines de subversion qu'il fallait abattre à tout prix. D'où mon érudition obligatoire pour laquelle heureusement j'étais à peu près disposé par diverses études".* (6)

Cette lettre résume bien l'attitude de cet homme modeste qui se réfugie dans l'érudition d'abord par nécessité (de se soustraire à la censure impériale), puis par goût. Car il s'est depuis longtemps intéressé aux arts. J'ai déjà évoqué ses comptes rendus de salons, publiés dès 1844, dans divers journaux. Et le Musée du Louvre reçoit souvent sa visite (7), où il explore de façon très méthodique les œuvres et les artistes des principales périodes de l'histoire de l'art. Son admiration pour Véronèse, Rembrandt et Le Gréco est sans bornes. Ses préférences vont à Callot et Chardin, tandis que Fragonard et Boucher lui semblent plus faibles parce que trop enclins à "l'ornement" facile et gratuit.

Toutefois, si l'aspect matériel semble d'abord essentiellement motiver Champfleury, il faut lui reconnaître une propension certaine à l'étude. En pleine vie de bohème, il manifestait déjà un esprit studieux – atypique dans le petit monde des rapins – qui le surprenait lui-même. *"Quand Balzac, en me regardant, m'a dit : vous êtes un travailleur, cela m'a surpris. Il avait dit vrai"* (8), confie-t-il à sa mère vers 1847. En fait, Champfleury inverse ses priorités : la création romanesque laisse désormais le premier plan à la recherche érudite, dans laquelle s'inscrivent ses différentes histoires de la caricature.

Sa tâche d'historien d'art est alors double. A l'instar des frères Goncourt, il est à la fois un lecteur fébrile et un collectionneur d'objets passionné. Il ne se contente pas d'une approche purement livresque et part en quête d'un rapport étroit avec l'œuvre d'art. Un désir d'exhaustivité se trahit dans ses travaux. Une note de Champfleury, à propos des frères Le Nain, est très révélatrice. Intitulée "Le Nain – de l'idée fixe", elle consigne un programme de recherches qui dévoile toute son étendue :

"Musées de Paris	
et Musées de province	*A visiter*
Eglises	*id.*
Marchands de tableaux	*id.*
id. de dessins	*id.*
id. de gravures	*id.*
Ne pas craindre de les fatiguer	
Catalogues à dépouiller	
Amateurs à consulter	
Musées particuliers	*A visiter*
Toujours y penser	
Toujours regarder	
Voir et revoir	
Plusieurs éditions	
Voyages" (9)	



Le Macaire de Daumier

Cette note est capitale, car elle offre le reflet d'une méthode de travail fort honnête, où l'enquête et la documentation s'avèrent aussi précieuses que l'examen des œuvres mêmes. Une approche identique se devine dans ses travaux sur la caricature, qu'il décrypte et analyse avec une précision extrême.

Le travailleur forcené (10) se double, comme en écho, d'un collectionneur et d'un amateur averti, malgré de faibles ressources. Le fielleux Edmond de Goncourt écrit après la mort de Champfleury :

"On ne se doute pas de la survie que donne, à l'heure présente, aux gens, la collection. Champfleury était complètement oublié ; c'est la pauvre réunion de ses lithographies et de ses eaux-fortes qui sauve le littérateur d'une mort absolue". (11)

Ce jugement, vraisemblablement teinté de jalousie, occulte l'importance de la collection de Champfleury et le rôle de celle-ci, comme précieux instrument de travail patiemment constitué avec un évident souci de cohérence. (12)

Outre ses travaux sur les frères Le Nain, sur de La Tour, sur Horace Vernet et sur les faïences révolutionnaires – ce qui lui valut dès 1872 d'être nommé chef des collections de la Manufacture de Sèvres, puis

conservateur (1876) et administrateur adjoint (1887) – Champfleury a consacré plusieurs ouvrages à l'histoire de la caricature, pour la plupart publiés chez Dentu. (13)

"J'ai travaillé en érudit et non en vaudevilliste", confesse-t-il en conclusion de son *Histoire de la caricature antique.* (14) Et il est vrai que ce premier ouvrage est soustendu d'une gigantesque architecture qui traverse l'Antiquité, des Egyptiens jusqu'aux Gallo-romains. Il cite tous les philosophes et dramaturges grecs, consulte des ouvrages archéologiques sur Pompéi, travaille d'après les écrits de Renan, Descartes, Hegel, Kant... et se réfère aux théories de Winckelmann, sans négliger l'avis de son contemporain Théodule Devéria, alors conservateur au Louvre. Il importe peu ici de savoir si les propos de Champfleury sur la caricature antique sont justes ou non. Son analyse part d'ailleurs plutôt de l'idée de *grotesque*, pour dévier ensuite de façon assez confuse vers la charge. De même, il s'avère peu intéressant de savoir si sa démonstration des filiations entre l'art des Pygmées et celui de Callot ou entre les priapées égyptiennes et les *Fables de La Fontaine* illustrées par Granville est aujourd'hui pertinente ! Il est évident que ce genre de parallèles et d'analyses est aujourd'hui obsolète, bien que très usité à l'époque. (15)

Les histoires de la caricature de Champfleury sont d'ailleurs anecdotiques, mêlant la présentation du contexte historique à un déchiffrement scrupuleux de la presse, des archives et des images, et la petite histoire à l'hommage thuriféraire. Champfleury s'efforce, comme à son habitude, de collecter le plus d'informations possible. Il compare souvent son travail à celui d'un botaniste (16) qui ne cesse d'amasser avant de constituer son herbier. Mais en l'occurrence, l'érudition vaut finalement prétexte ou subterfuge. En multipliant les détails et les recherches, Champfleury forge patiemment son arme.

Les deux ouvrages que nous étudierons plus particulièrement sont les deux premiers de la série, consacrés à l'Antiquité et à l'époque moderne, tant ils nous semblent



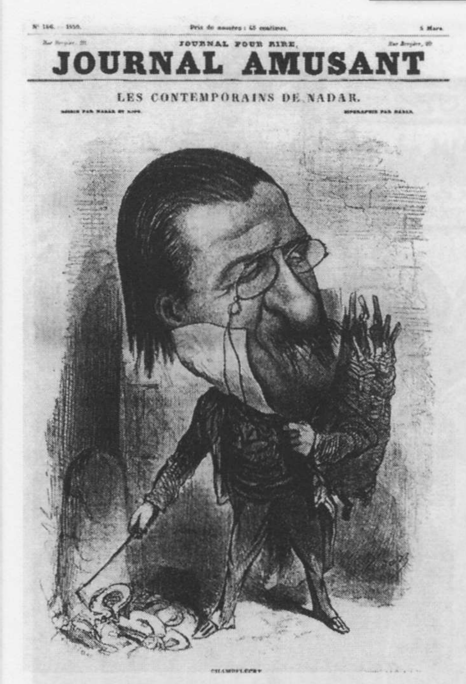
– Tonnerre de D... comme je lui ressemble !...
Le Mayeux de Traviès

révélateurs d'une attitude sans équivoque à l'égard de l'exercice de la caricature.

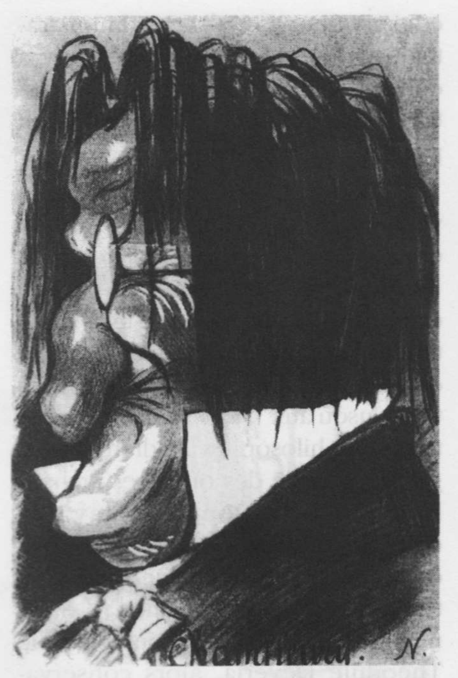
En effet, publiés à quelques mois d'intervalle – en 1865 – ils sont écrits sous l'Empire, tandis que les suivants le seront sous la (IIIème) République. La démarche de Champfleury nous semble donc, à ce titre, s'inscrire dans un propos d'ordre essentiellement politique, avant d'être artistique ou esthétique. Il reconnaît d'ailleurs que "c'est un art grossier, cynique, *un art sans art...*" (17) Et dans les pages qu'il consacre à Daumier, il confesse : "Le matériel de l'art m'intéresse peu, et je ne m'inquiète pas comment le sentiment que l'artiste avait du mouvement, de l'ombre et de la lumière." (18)

Apparaît alors une évidence, qui par certains aspects s'amplifie pour finalement éclater : l'érudition de Champfleury est une manœuvre qui lui permet de s'attaquer indirectement au régime en place, par le truchement de l'idée générique de pouvoir absolu et autoritaire. Son innocente *Histoire de la caricature antique* n'est qu'un prétexte à la publication, quelques mois plus tard, de son *Histoire de la caricature moderne.* La dédicace de ce premier ouvrage, à Philarète Chasles, professeur au Collège de France, permet à l'auteur de se placer dans une perspective d'érudition. Mais déjà, il note : "L'indépendance de ces esprits railleurs me frappa particulièrement."

D'emblée, dans la préface, il écrit que le second volume "aurait pu s'appeler *les démolisseurs de la bourgeoisie*" (19) et cela à travers les personnages de trois caricaturistes : le *Macaire* de Daumier, le *Mayeux* de Traviès et le *Monsieur Prudhomme* de Monnier. De ces deux derniers dessinateurs, il ne retient



Nadar, Charge de Champfleury, in Le Journal amusant, 5 mars 1859.



Nadar, portrait-charge de Champfleury, 1854-1858 (étude par le Panthéon-Nadar).

d'ailleurs que la production satirique politique, négligeant la caricature de mœurs ou de types. En 1879, il écrira de l'œuvre de Gavarni qu'elle "subit le sort des chiffons de marchands de modes avec lesquels l'homme cherchait à rivaliser de grâce." (20) Champfleury renoue ici avec son discours favori de romancier, par lequel il a cherché à souligner et mettre en lumière la petitesse et les mesquineries de la bourgeoisie (21). Peut-être faut-il aussi voir là une des origines de sa sympathie pour la caricature de Daumier en particulier ?

Le ton est donné. Ce que Champfleury évoque comme une "Encyclopédie de la caricature" (22) lui permet de s'attaquer de façon sous-jacente au pouvoir en place qui manie la censure avec allégresse. Pourtant, il prend garde de justifier sa démarche : "Ce livre est un ouvrage d'érudition, dont le but est d'éclairer les œuvres de ces symbolisateurs qu'on appelle des caricaturistes, importants à consulter comme expression de sentiments généraux." (23) De même, il explique qu'il s'est efforcé de conserver sa neutralité, "prenant garde de conserver surtout de faire corps avec un parti (...), le parti de soi-même." (24)

En effet, dans ses lignes, aucune allusion ne nous permet de savoir si Champfleury est plus d'obédience républicaine, royaliste, orléaniste ou impériale. L'auteur s'inscrit dans un propos qui confronte les notions génériques de caricature et de pouvoir. Son œuvre témoigne d'ailleurs de sa volonté d'indépendance vis-à-vis d'un régime politique, quel qu'il soit. Et ceux qui lui reprochèrent à la fin du Second Empire, ses démarches auprès du régime pour obtenir un poste officiel, voulaient ignorer que les seules conditions matérielles dans lesquelles il vivait l'y obligeaient. (25)

Dans son étude, Champfleury ne se pose pas en esthète de la caricature. Sa démarche relève plutôt de l'histoire et de la sociologie. Après avoir remarqué que "la caricature tient un rang très bas dans l'histoire" (26), il ajoute que l'historien ne peut désormais plus se contenter d'étudier seulement les documents officiels et qu'il doit aussi appréhender "par les monuments figurés tout ce qui peut éclairer les événements et les hommes." (27) Ainsi conclut-il, "la caricature sort de sa bassesse et reprend le rôle puissant qu'elle fut chargée de jouer de tout temps." (28)

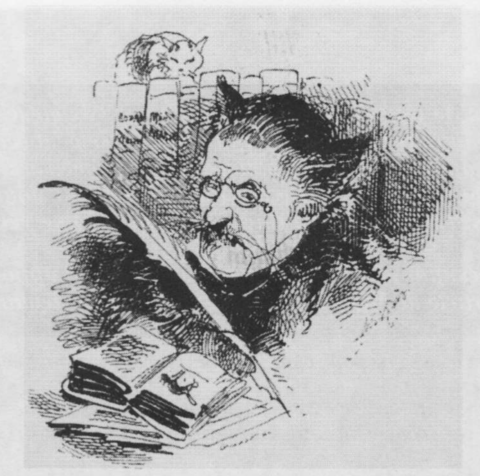
Pour Champfleury, nous l'avons vu, la caricature n'est pas une œuvre d'art. Elle est avant tout fonctionnelle : elle "est avec le journal le cri des citoyens." (29) Et, à ses yeux, elle représente l'expression d'un sentiment intime et collectif, par le crayon d'un individu – le caricaturiste – devenu une sorte de porte-parole *subversif.* C'est alors que Champfleury établit un parallèle intéressant : "Quelques-uns trouvent la caricature violente, injuste, taquine, hardie, turbulente, passionnée, menaçante, cruelle, impitoyable. *Elle représente la foule.* Et comme la caricature n'est significative qu'aux époques de révolte et d'insurrection, s'imagine-t-on dans ces moments une foule tranquille, raisonnable, juste, équitable, modérée, douce et froide ?" (30)

Comme le réalisme, la caricature est définie par Champfleury comme une insurrection ou une rébellion. Or, il est vrai que la caricature est une révolte et que la révolution peut être une charge. Dès lors, l'ouvrage de Champfleury est parcouru par un ensemble de vocables tous en rapport avec l'idée de révolte, de soulèvement, de rébellion et d'insurrection. "Attaques à coups de plume, à coups de crayon, à coups de fusil. L'insurrection était en permanence dans le journal, dans le livre, dans les rues..." écrit-il à propos de la Monarchie de Juillet. (31) Son approche et sa définition de la caricature revêtent alors les allures d'un avertissement indirectement adressé à l'Empire, quand il remarque : "J'écris ces lignes à l'heure où la caricature à peu près disparue en France, semble morte", avant d'asséner qu'elle "ne meurt jamais." (32) L'assimilation à la révolte est ici implicite. Cet avertissement est lancé par le biais de deux métaphores originales : le *feu* et le *chat,* par lesquels Champfleury les matérialise.

L'intérêt de Champfleury pour les chats est notoire. En 1869, il publiera un volume d'anecdotes abondamment illustré, sur cet animal. (33) Et dans son *Histoire de la caricature moderne* apparaît le chat, comme équivalent métaphorique de la caricature : "Tapie dans un coin, repliée sur elle-même (...) la caricature dort comme les chats et au moindre mouvement politique, son œil (...) apparaît à travers les cils de ses paupières." (34) Cette analogie lui permet de définir la caricature comme une pratique féline – douée d'un

regard perçant, elle griffe et écorche sans jamais tuer ses victimes pour toujours pouvoir répéter son agression – dont les traits dominants sont l'adresse, l'agilité, le don d'observation, l'intelligence et la clairvoyance. L'ensemble de ces caractères revient souvent dans les portraits de Daumier et Philipon, (35) dans leurs rapports répétés avec la censure et la justice. La caricature politique lui apparaît comme "une des forces les plus vives de l'argumentation, qui transperce quand elle touche, sans qu'il y ait le bouclier qui pare..." (36) Ne serait-ce pas le propre d'un coup de griffe de chat ?

Par ailleurs, le *feu* et ses multiples déclinaisons (le brasier, la flamme, l'incendie, la fièvre...) se retrouvent à maintes reprises sous la plume de Champfleury. Là encore, l'analogie n'est pas sans rapport avec l'idée de révolution. Il renoue ici avec le mythe solaire de la Révolution Française. Car le feu est symbole de *lumière*, d'abord. Celle-ci éclaire la réalité, pour vaincre l'obscurantisme de tout régime despotique. Champfleury voit en Philipon l'homme "dévoré intérieurement d'une flamme qui devait, bien avant 1848, mettre le feu au trône des Tuileries." (37) La métaphore va plus loin. Sous la plume de Champfleury, elle ne se contente pas d'éclairer pour dénoncer ; elle suggère l'idée d'une destruction, annonçant le vide et la table rase, prélude à l'édification d'un régime libre.



Champfleury caricaturé en chat (d'après Kuniyoshi).

La démonstration est persuasive. L'historien érudit entend tirer une leçon du passé – d'un passé fort récent – pour le présent politique de la France. Avec le recul de l'histoire, Champfleury fait presque figure de devin, quand on sait la fin du Second Empire en 1870. Cette prophétie est peut-être due à la conception même de la caricature que Champfleury perçoit comme une action politique et un miroir de l'histoire. "Qui veut se rendre compte aujourd'hui de l'époque de Louis-Philippe doit consulter l'œuvre de Daumier", écrit-il. (38) L'histoire de la caricature entreprise par Champfleury est donc certainement plus qu'une encyclopédie. Elle est aussi un discours engagé et partisan sur une forme d'expression qu'il s'ingénie à montrer censurée et opprimée, sans cesse en voie d'étouffement, mais toujours victorieuse des régimes censeurs, à force de patience et d'intelligence.

Bertrand Tillier

(1) Pour une bibliographie exhaustive des écrits de Champfleury, consulter *L'œuvre de Champfleury dressée d'après ses propres notes et complétée par M. Maurice Clouard,* Paris, 1891.

(2) Champfleury, *Le réalisme,* Paris, Hermann, 1973 (Rééd. augmentée en 1990). Une expo-dossier *Champfleury, l'art pour le peuple,* lui a été consacrée au Musée d'Orsay, en 1990. Les Editions des Cendres ont entrepris, depuis 1989, la publication de contes et romans, annotés et présentés par Bernard Leuillot : *Chien-Caillou, Pauvre Trompette, Feu Miette...*

(3) Cet ouvrage est édité à Paris, par Martinon.

(4) 1er novembre et 1er décembre 1856.

(5) in *Le réalisme,* Paris, Michel Lévy Frères, 1857, p. 4.

(6) Autographe de 1865, conservé au Musée du Louvre, Cabinet des Dessins, Fonds Moreau-Nélaton. Cité par J. et G. Lacambre, in introduction à Champfleury, *Son regard et celui de Baudelaire,* Paris, Hermann, 1990, p. 29.

(7) Dans *L'Artiste,* 1er décembre 1844, il publie "Une visite au Louvre". Par ailleurs, le Louvre sert de cadre à l'action de plusieurs nouvelles des années 1845-47.

(8) Cité par Troubat, *Une amitié à la d'Artbez,* Paris, 1900, p. 65.

(9) in Champfleury, *Nouvelles recherches sur la vie et l'œuvre des frères Le Nain,* Laon, 1862, p. 5.

(10) Ses contemporains jugeaient que "Champfleury avait le travail très lent, très difficile" (in J. Levallois, *Mémoires d'un critique,* Paris, 1896, p. 190).

(11) in *Journal,* Paris, coll. Bouquins, Robert Laffont, 1989, T. 3 p. 535.

(12) Ses tableaux et faïences furent vendus les 28-29 avril 1890, et le 26 janvier 1891 sa collection de gravures et de dessins fut mise aux enchères.

(13) Sauf mention contraire, ces ouvrages sont publiés à Paris, chez Dentu : *Histoire de la caricature antique* (1865), *Histoire de la caricature moderne* (1865), *Histoire de la caricature au Moyen Age* (1870), *Histoire de la caricature sous la République, l'Empire et la Restauration* (1874), "Notice biographique sur Honoré Daumier", in *Exposition des peintures et dessins de H. Daumier,* Paris, Galerie Durand-Ruel, (1878), *Henri Monnier, sa vie, son œuvre* (1879), *Histoire de la caricature sous la Réforme et la Ligue, de Louis XIII à Louis XIV* (1880), *Le Musée secret de la caricature* (1888). Sa notoriété en la matière lui attira des demandes de préfaces. Ainsi, il préfaça de Jules Adeline, *Les sculptures grotesques et symboliques* (1897) et de John Grand-Carteret, *Les mœurs et la caricature en Allemagne,* 2e édition (1885).

(14) p. 235.

(15) Théodule Devéria, pourtant conservateur au Louvre, conforte les explications de Champfleury à propos de l'Egypte et de Granville ! (in *Histoire de la caricature antique,* p. 8).

(16) in *Histoire de la caricature moderne,* préface, p. XI.

(17) *ibidem,* p. X (Nous soulignons dans le texte).

(18) *ibidem,* p. 135.

(19) p. XIV.

(20) in *Henri Monnier, sa vie, son œuvre, op. cit.,* p. 17. Cette remarque aggrava un peu plus la discorde entre Champfleury et Edmond de Goncourt fervent admirateur de Gavarni.

(21) Par exemple, dans *Les souffrances du Professeur Delteil* (1853), *Les Bourgeois de Molinchart* (1854) ou *La succession Le Camus* (1858).

(22) in *Histoire de la caricature moderne, op. cit.,* préface, p. VI.

(23) *ibidem,* p. XIX.

(24) *ibidem,* pp. XIX-XX.

(25) A la naissance de son fils (1868), il avait même vainement tenté de vendre ses collections de faïences, pour subvenir à ses besoins. C'est alors qu'il avait sollicité un poste à la Manufacture de Sèvres.

(26) in *Histoire de la caricature moderne, op. cit.,* préface, p. VII.

(27) *ibidem.*

(28) *ibidem.*

(29) *ibidem.*

(30) *ibidem,* p. VIII (Je souligne dans le texte).

(31) *ibidem,* p. 4.

(32) *ibidem,* p. VIII.

(33) Cf. *Les Chats, Histoire, Mœurs, Observations, Anecdotes,* Paris, Rothschild, 1869. Ce volume contient des illustrations des artistes préférés de Champfleury : Delacroix, Hiroshige, Burbanck, Gautier, Manet...

(34) p. VIII.

(35) Philipon (1800-1862) s'est fait connaître par sa célèbre caricature de Louis-Philippe en poire. Il est le fondateur du journal satirique illustré *Le Charivari.*

(36) in *Histoire de la caricature moderne, op. cit.,* p. 272.

(37) *ibidem,* p. 25.

(38) *ibidem,* p. 10.

Publié dans le numéro précédent de Gavroche en plein débat sur l'existence du service militaire, l'étude de Michel Auvray "Le contingent face au putsch d'Alger" a fait vigoureusement réagir un de nos fidèles lecteurs. Acteur de cet événement, comme appelé précisément, il n'a pas la même version et nous le dit crûment.

La publication de son témoignage avec la réponse de l'auteur est pour nous l'occasion de rappeler que les articles publiés ne constituent pas "l'histoire selon Gavroche" comme une vérité unique et définitive. Surtout pas.

Notre volonté est de publier le résultat de recherches rigoureuses qui apportent des éléments nouveaux ou mal connus. Il nous semble que l'article de Michel Auvray répond à cette démarche.

Lecteur de la première heure de Gavroche, je vous écris pour vous faire part de mon étonnement à la lecture de l'article intitulé "Le contingent face au putsch d'Alger" du dernier numéro.

Ayant moi-même, comme militaire du contingent, participé assez activement, à Constantine, à cette révolte des appelés, je m'attendais, de la part de Gavroche, à une étude sérieuse de ces événements qui, contrairement à ce qu'affirme l'auteur, me semblent avoir été largement occultés, surtout dans leurs aspects militaires.

J'ai donc été très déçu de ne trouver qu'un article polémique, à situer sans doute dans la controverse, ancienne mais réactivée par les projets d'armée de métier, sur l'insoumission ou la participation critique au service militaire.

L'importance des événements justifierait pourtant une étude objective de ce qui s'est réellement passé et des leçons que l'on pourrait peut-être en tirer, en dehors de tout esprit de chapelle.

Première critique : l'auteur occulte complètement le fait que l'armée, destinée à tuer des hommes et à les faire tuer, dispose pour ce faire d'un appareil de répression extrêmement efficace et rodé par des siècles de pratique. La moindre velléité de contestation comporte pour son auteur des risques considérables, allant jusqu'à la mort. C'est dans ce cadre que l'on doit juger d'un acte de révolte : une grève sur le tas dans une PME ou dans une unité combattante, ce n'est pas la même chose ! Conserver simplement un transistor, malgré l'interdiction qui en était faite, était déjà un acte difficile. Des faits, cités par l'auteur, de désobéissance massive, de pétitions, d'arrestations d'officiers factieux, de camions sabotés, étaient, au moment de leur accomplissement, et dans l'ignorance de ce que serait la suite, des actes de rébellion extrêmement graves et ces actes ont pourtant été, je peux en témoigner, extrêmement nombreux. Par leur importance, en nombre et en qualité, ils constituaient bien un acte massif de révolte. Affirmer qu'il "n'y eut guère... de réel mouvement de désobéissance ouvert, collectif et organisé" est, à mon sens une contre vérité. Le mouvement était aussi ouvert, collectif et organisé, que les conditions concrètes le permettaient.

Deuxième critique : l'auteur semble ignorer que la présence, ou non, d'appelés dans une unité n'est qu'un élément parmi d'autres pour caractériser cette unité. Le fait que ces appelés soient ou non des volontaires pour cette arme (cas des unités parachutistes), que l'encadrement, surtout au niveau sous officiers, soit assuré par des professionnels ou par d'autres appelés, que l'affectation n'ait été "filtrée" ou non en fonction des fiches de la sécurité militaire, (et bien d'autres choses) change complètement le profil de cette unité. Et précisément, les unités putschistes citées comme les plus actives : 1er régiment étranger de parachutistes, 14e et 18e régiments de chasseurs parachutistes, pour ne prendre que ceux cités dans l'article, étaient, soit entièrement professionnelles, soit composées essentiellement de sous officiers de carrière et d'appelés volontaires "pour les paras". Et encore faut-il noter que ces unités, dont une a occupé notre camp, était, au niveau du simple soldat, dans l'ignorance absolue de ce qui se passait, ne faisaient que suivre les ordres et devinrent beaucoup moins "sûres" lorsque les appelés furent informés de ce qui se passait réellement.

Troisième critique : l'auteur explique l'attentisme évident des cadres de carrière par une simple inertie et affirme que le contingent n'a fait en général que suivre ses officiers. C'est exactement l'inverse qui s'est produit : devant l'opposition déclarée des appelés, beaucoup de cadres, favorables au putsch dans sa première phase, ont fait marche arrière et se sont réfugiés dans l'abstention, voire même dans l'absence. Mon unité a ainsi fonctionné pendant plus d'une semaine en l'absence de pratiquement tous ses cadres de métiers.

Quatrième critique : les appelés se seraient opposés au putsch pour rentrer plus vite à la maison. Cette affirmation, qui revient à nier toute conscience politique au contingent, n'est pas soutenable. Ainsi l'auteur n'explique l'effet décisif du discours de De Gaulle que par "la magie du verbe". C'est un peu court. En réalité, c'est la référence à des valeurs communes : démocratie, République, etc... qui a eu une profonde résonance, assez inattendue, surtout pour ceux qui ne présentent le peuple que comme un troupeau inerte. Les putschistes le croyaient aussi, qui inscrivirent dans leur programme la réduction du service à 18 mois, ce que l'auteur oublie curieusement de signaler. J'ai encore en mémoire le tollé qui suivit cette promesse sur Radio Alger, que chacun ressentit comme une injure.

Enfin, pour ceux qui comme moi s'efforçaient de lutter contre la guerre avec beaucoup d'amertume, cette explosion a été un choc extraordinaire : l'auto-organisation des appelés, cette démonstration concrète de la force d'un mouvement, dans un contexte aussi répressif et aussi "crétinogène" que l'armée, que nous pensions impossible, nous a redonné confiance dans l'avenir, dans une atmosphère de fièvre difficile à décrire. Même en 68, je n'ai pas retrouvé de telles impressions. Ce n'est pas le lieu de raconter de vieilles histoires, mais croyez-moi, lorsque pendant la première nuit nous tentions de contacter par radio les unités du Constantinois et que, une à une, dans les crachotis des écouteurs, nous apprenions tous les refus de marcher, ponctués de "Vive la République", dans une attente de guerre civile, on avait vraiment l'impression de vivre un moment historique.

L'article, qui ne fait qu'interpréter des faits pour démontrer une idée préconçue (les appelés ne servent à rien, insoumission, etc.), et qui, sous couvert de corriger "une légende" ne fait qu'en construire une autre, ne peut en tout cas pas prétendre au statut d'analyse historique, tout au plus à celui de libre opinion.

Quant à l'ahurissant classement des armées mondiales en deux catégories : avec ou sans appelés, indépendamment des régimes politiques, du statut de ces appelés, de l'Histoire (ainsi l'armée anglaise, professionnelle, rejoindrait-elle celle du Vatican, également professionnelle, tandis que l'armée irakienne, comportant des appelés, serait mise dans le même panier que l'armée hollandaise...) et les conclusions "objectives" qui en découlent, toujours au service de la même thèse sous jacente, mieux vaut en rire avant d'en pleurer !!

P.S. En revanche, bravo pour les articles sur les AJ (c'est là que j'ai rencontré ma femme...). Nous avons été très touchés par cette remarquable évocation, extrêmement juste. J'ai des photos pratiquement identiques à celles de l'article ! Le temps passe...

Jean Deson - 91720 Maisse

La conscription est à ce point l'objet de mythes, de représentations qui ont contribué à son maintien, que ce type de réaction passionnelle ne me surprend guère.

Ma problématique – et non ma thèse – était, me semble-t-il, explicite, annoncée dans le chapeau. Mes sources étaient multiples, variées, recoupées. Reste, c'est vrai, que mon encart "quantitatif" aurait, d'un point de vue méthodologique, sans doute mérité une phrase d'annonce plus précise.

J'ai suffisamment fréquenté de colloques pour savoir le malaise éprouvé par des acteurs confrontés à une lecture historique, surtout sur des sujets "sensibles" (Résistance et Vichy, Guerre d'Espagne, par exemple). Je comprends donc parfaitement l'irritation qu'a pu ressentir ce lecteur : la guerre d'Algérie a laissé chez bien des appelés une plaie ouverte. Comment, du reste, une analyse, une reconstruction historique pourrait-elle faire le poids face au fardeau de bien pénibles souvenirs ? Surtout, comme le reconnaît ce lecteur, quand un autre article de la même livraison (celui sur les auberges de jeunesse) lui rappelle la rencontre avec celle qui deviendra sa compagne ?

Michel Auvray - 31000 Toulouse



La Cour de Justice internationale siégeant à Nuremberg pour juger les criminels de guerre allemands.

L'après Nuremberg...

Novembre 1945-octobre 1946 : à Nuremberg, haut lieu du nazisme dans les années trente, un tribunal exceptionnel constitué des vainqueurs de l'Allemagne, Américains, Soviétiques, Britanniques et Français, jugeaient vingt-trois "dignitaires" du régime hitlérien, accusés de crimes pour diverses raisons ; dix d'entre eux étaient condamnés à mort, sept emprisonnés.

Il n'est pas question de retracer ici l'histoire d'un procès des plus complexes — les lecteurs pourront se reporter pour cela à certains ouvrages (1) mais de proposer quelques réflexions sur ce qu'on pourrait appeler "l'après-Nuremberg" : en 1945, un tribunal établissait, dans le domaine de la guerre, une juridiction quasi-révolutionnaire que l'on souhaitait durable ; quel furent après 1946 et surtout actuellement les effets de celle-ci ?

Nuremberg, une "Première".

Auparavant, il convient d'évoquer brièvement l'originalité du procès de 1945-46". (Il) constitue un événement majeur de l'histoire du XXe siècle. Pour la première fois (...) les hauts responsables d'un Etat furent traduits devant une Cour de justice internationale et jugés. (...) Nuremberg est à l'origine d'un nouveau droit international" (2) réglementant les lois de la guerre. En effet, en août 1945, après de laborieuses négociations, les Alliés élaboraient le statut du tribunal militaire, dont les chefs d'accusation concernant les nazis et leurs complices peuvent se résumer ainsi : crimes contre la paix, relatifs à toute guerre d'agression d'un Etat vis-à-vis d'un autre ; crimes de guerre touchant les populations civiles : exactions, déportations, assassinats ; crimes contre l'humanité, concernant aussi les civils pour des motifs politiques, raciaux ou religieux. Ces chefs d'accusation, qu'il ne viendrait aujourd'hui à personne l'idée de



1993 - Afghanistan.
Source : Photo "Reporters sans Frontières 100 photos pour la liberté de presse". FNAC.

contester, étaient cependant révolutionnaires à l'époque : en effet, malgré diverses mesures prises antérieurement et une tentative d'instituer entre 1921 et 1925 un tribunal pour juger l'empereur Guillaume II et certains officiers allemands coupables de l'agression et du désastre de 1914-18, jusqu'en 1945 aucun texte juridique international ne traitait d'une façon aussi précise que le statut cité les crimes liés à la guerre. Révolutionnaire aussi, l'idée de génocide l'était, bien que le mot ne soit pratiquement pas employé à Nuremberg et que le tribunal englobe cette forme de crime dans le chef d'accusation "crimes de guerre". Enfin, dernier aspect novateur du tribunal mis en place en 1945 : il deviendra, après la création de l'ONU, l'une de ses institutions permanentes.

La chasse aux criminels nazis et à leurs complices

Parallèlement à Nuremberg ou à sa suite, d'autres procès étaient instruits dans les différentes zones d'occupation alliées en Allemagne, en particulier ceux des médecins, des juristes et des industriels nazis. De même la justice allemande organise le procès d'Allemands coupables de crimes contre d'autres Allemands, notamment de certains nazis qui avaient été entendus comme simples témoins à Nuremberg, mais que le tribunal international n'avait pu — ou voulu — mettre au banc des accusés.

Puis vient l'époque des procès retentissants dont l'impact médiatique est comparable à celui de Nuremberg. Procès d'Adolf Eichmann, responsable de la "solution du problème juif en Allemagne" (3) et dans tous les pays occupés par les nazis, notamment la France ; arrête en Argentine par les services secrets israéliens en 1960, il sera jugé à Jérusalem en 1961, condamné à mort et exécuté. Procès de Klaus Barbie, "le boucher de Lyon", accusé d'avoir torturé et fait torturer des résistants, dont sans doute Jean Moulin ; jugé d'abord par contumace en 1952 et 54, retrouvé en Bolivie par les époux Klarsfeld, les "chercheurs de nazis", Barbie sera extradé en 1983, jugé et condamné en 1986 à la prison à vie, la peine de mort ayant été abolie en France cinq ans auparavant.

A ces procès concernant des criminels de guerre d'origine allemande, il convient d'ajouter ceux d'autres hommes, des Français par exemple, coupables à différents degrés de complicité avec les nazis du fait de leur collaboration plus ou moins voulue et importante avec un régime totalitaire monstrueux. Rappelons d'abord le procès de Pétain, président de l'Etat français depuis juin 1940, jugé en 1945 par une Haute Cour de Justice, condamné à mort mais gracié par de Gaulle au vu de son âge et interné jusqu'à sa mort, en 1951, à l'île d'Yeu ; Procès de Pierre Laval, chef du gouvernement de Vichy et collaborateur convaincu, condamné à mort par cette même cour et fusillé en 1945... On peut aussi brièvement évoquer deux affaires récentes : le procès de Paul Touvier, accusé de complicité avec la Gestapo, condamné en 1992 à la prison à vie après un procès complexe puis placé sous contrôle judiciaire en 93 ; enfin, depuis 1981, l'instruction visant l'ancien ministre Maurice Papon : "L'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde est accusé d'avoir organisé l'arrestation et la déportation de centaines de juifs bordelais vers le camp de Drancy, entre 1942 et 1944, pour le compte des vainqueurs allemands." (4) ; toutefois, à la date où nous écrivons cet article, nous ne saurions porter un jugement sur cette affaire qui devrait être tranchée courant juin.

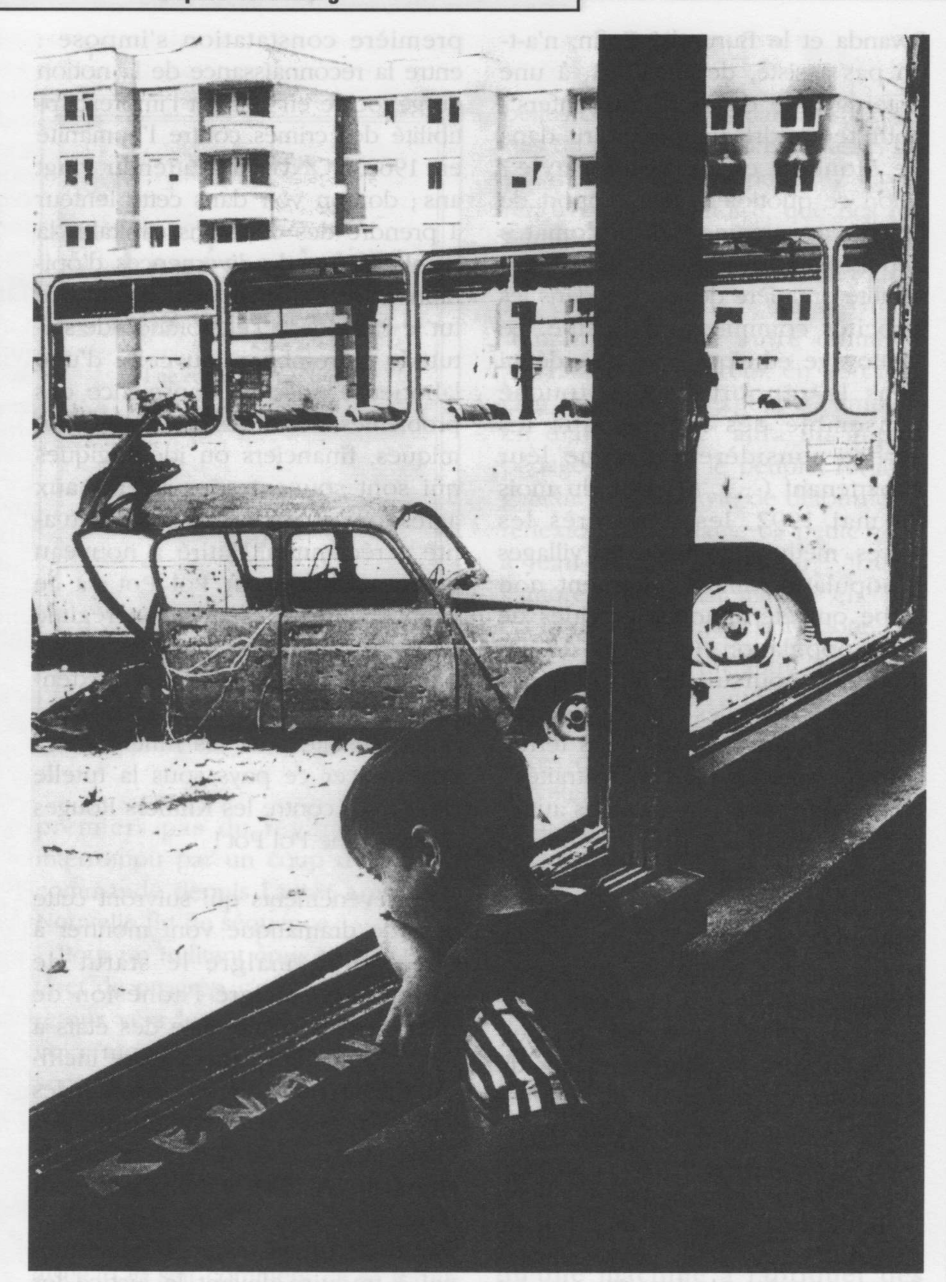
Certains détails évoqués précédemment incident déjà à la réflexion ou à se poser des questions. Par exemple, après la défaite allemande, Eichmann s'était réfugié en Argentine, Barbie en Bolivie ; le premier sera littéralement enlevé par les Israéliens quinze ans après la fin du conflit, le second difficilement extradé trente-huit ans après. Il est évident que ces deux hommes, comme d'autres criminels de guerre nazis, ont bénéficié de complaisance sinon de complicité de la part des pays d'accueil ou d'autres organismes — on a par exemple avancé que Barbie avait été un moment agent des services secrets américains ; ces deux exemples annoncent déjà la thèse d'un non-respect de l'idéal humanitaire né à Nuremberg. Par ailleurs, dans le cas Papon, on remarque que l'accusation le concernant est formulée trente-six ans après la guerre et que cinq ans plus tard le doute semble subsister puisqu'aucune décision n'a été prise : connaissant l'administration de Vichy sous l'Occupation, pourquoi a-t-on atten-

du si longtemps pour mettre en accusation l'un de ses serviteurs ? Cet exemple nous amène à évoquer les ambiguïtés du statut de 1945 que certains ont su ou savent exploiter, ainsi que les faiblesses et les limites de la juridiction internationale.

Que reste-t-il des principes de Nuremberg ?

En 1971, dans un article intitulé "Où en est la répression des crimes contre l'humanité ?", René Cassin, prix Nobel de la Paix en 1968 écrivait : "Aujourd'hui, de nombreux crimes contre l'humanité s'accomplissent dans des pays divers et des continents divers. (...) 25 ans après Nuremberg, il est à craindre que, en ce qui concerne la répression des crimes contre l'humanité, celle-ci ne soit encore pas suffisamment armée et que le retour à la barbarie ne soit pas impossible". (5)

Ces propos allaient se confirmer dès la fin du procès de Nuremberg, avec d'abord la question des ambiguïtés soulevée plus haut et, en premier lieu, les guerres d'Indochine (1946-1954) puis d'Algérie (1954-1962) : s'agissait-il de maintenir l'ordre dans des colonies acquises au siècle dernier, auquel cas le statut de Nuremberg ne saurait être appliqué, ou bien de perpétuer, au besoin par la violence, la politique coloniale de la Troisième République, au mépris du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? Ambiguïté aussi avec la guerre du Vietnam (1965-1975) : ces territoires n'ayant jamais appartenu aux USA, on peut donc considérer que l'intervention américaine est une guerre d'agression accompagnée d'exactions condamnables selon le statut de Nuremberg ; mais, rétorqueront certains, la guerre du Vietnam s'inscrit dans le contexte de la guerre froide opposant depuis 1946 Moscou à Washington : vue sous cet angle l'intervention américaine peut être considérée comme une aide apportée par les Américains au Sud-Vietnam pour lutter contre la menace



Sarajevo. Un enfant dans la guerre.
Source : Photo "Reporters sans Frontières 100 photos pour la liberté de presse". FNAC.

communiste du Nord. Peut-on aussi considérer comme ambigu le cas de l'Afghanistan, où les Soviétiques interviennent entre 1979 et 1989, pour aider un gouvernement communiste à se maintenir au pouvoir, au prix du massacre de milliers d'opposants ?

On peut ainsi parfois trouver des circonstances plus ou moins atténuantes à certaines guerres, même si elles se sont accompagnées de crimes contre l'humanité. Toutefois certains événements ne peuvent en aucun cas être "blanchis" au bénéfice d'un doute quelconque. Sans vouloir dresser une liste complète de ceux-ci, rappelons les crimes perpétrés au Cambodge, depuis 1975, par les Khmers Rouges du sinistre Pol Pot dont l'horreur aura rivalisé avec celle de Staline et Hitler (6), la destruction systématique du Liban (1976-1989) du fait non seulement d'une guerre civile mais aussi des interventions syriennes et israéliennes, l'agression commise par l'Irak contre l'Iran (1980-1990). Et, plus proches de nous encore, ne convient-il pas de reconnaître comme crimes contre l'humanité, voire comme un génocide, les massacres interethniques qui, depuis leur indépendance au début des années 60, ensanglantent régulièrement deux petits états africains, le

Rwanda et le Burundi ? Enfin, n'a-t-on pas assisté, depuis 1991, à une "interminable descente aux enfers", pour reprendre un titre paru dans "le Monde", en ex-Yougoslavie ? Selon ce quotidien, "Un rapport de l'ONU, aux mains des diplomates depuis mais 1994, a établi la responsabilité première des Serbes dans les atrocités commises en Bosnie. Le "nettoyage ethnique", tel que défini dans le rapport (...), a touché l'ensemble des régions que les Serbes considèrent comme leur appartenant (...). A partir du mois de mai 1992, les uns après les autres, méthodiquement, les villages à population majoritairement non serbe ont été attaqués et vidés de leurs population. (...) Lors de ces attaques, poursuit le rapport, des centaines, voire des milliers, de non-Serbes ont été tués sur leurs terres, souvent après avoir été maltraités". (7) Peut-être plus que dans les autres conflits évoqués précédemment trouvera-t-on dans cette guerre tous les chefs d'accusation définis à Nuremberg : crimes contre la paix par la volonté concertée des Serbes d'éliminer les Bosniaques, crimes de guerre et contre l'humanité ; ces derniers relèvent incontestablement du génocide. Un mot enfin de tous les crimes commis actuellement par le GIA en Algérie : ils sont, comme ceux qui furent jugés à Nuremberg, le fait d'une action concertée de déstabilisation d'un pays par des fanatiques, dans le but d'imposer à la population une idéologie et une façon de vivre reposant sur des valeurs-religieuses-totalement déformées ; si le terrorisme en Algérie ne ressemble pas, à proprement parler, à une guerre d'agression, une guerre "de militaires", les crimes qui en découlent et dont l'horreur rappelle la barbarie nazie, sont des crimes contre l'humanité.

Rendant compte de tous ces événements, la presse a souvent fait état de l'indifférence générale dans laquelle ils se sont déroulés et de l'impuissance de la communauté internationale à réprimer cette poursuite des crimes, rejoignant ainsi les propos pessimistes tenus par René Cassin. Il convient alors de s'interroger sur les possibilités dont dispose l'ONU dans un tel domaine. Une première constatation s'impose : entre la reconnaissance de la notion de génocide en 1948 et l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité en 1968, l'ONU aura attendu vingt ans ; doit-on voir dans cette lenteur à prendre des décisions capitales la manifestation de divergences d'opinion entre ses membres, comme ce fut le cas lors de l'élaboration de statut de Nuremberg, ou celle d'une laborieuse prise de conscience des problèmes face à des intérêts économiques, financiers ou idéologiques qui sont souvent sous-jacents aux agressions et aux massacres : l'actualité a récemment attiré à nouveau notre attention sur Pol Pot ; à ce propos, rappelons que son régime de terreur fut soutenu par les USA à partir de 1978 pour freiner l'extension communiste au Cambodge, quitte ensuite pour les Américains à faire placer ce pays sous la tutelle de l'ONU, contre les Khmers Rouges de ce même Pol Pot !

Les événements qui suivront cette période dramatique vont montrer à quel point, malgré le statut de Nuremberg, malgré l'adhésion de plus en plus nombreuse des états à l'ONU, cet organisme s'avère inefficace pour prévenir ou réprimer les agressions et les crimes qu'elles entraînent : échec face au génocide rwandais en 1994, impuissance pour prévenir le drame burundais, même impuissance du tribunal international à traduire devant la justice les responsables de ces actes. Même aveu en ex-Yougoslavie : en 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU mettait en place un tribunal international à La Haye "pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie" (8) ; à l'heure présente, un seul tortionnaire, Dusan Tadic, accusé de tortures et d'assassinats dans un camp situé au nord de la Bosnie, est traduit devant ce tribunal : c'est, comme l'affirmait un journaliste, "une victoire contre l'oubli" ; mais devra-t-on se contenter d'un exécuteur de basses œuvres, d'un bouc émissaire ? Pourra-t-on juger un jour les véritables responsables des crimes, Radovan Karadzic et le général Mladic, officiellement inculpés par La Haye, ou leur accordera-t-on l'impunité afin de ne pas compromettre les accords du Dayton ? Affaire à suivre...

En guise de conclusion

Nous n'avons pas épuisé, loin de là, le sujet, l'Histoire continuant d'écrire sa page quotidienne ; nous avons cependant tenté de montrer que depuis 1945 la barbarie que redoutait René Cassin n'a cessé en fait de se maintenir et que la bonne volonté apparente d'une communauté internationale ne suffit pas pour enrayer ce fléau. Nous voudrions terminer cet article en citant Rudol Von Thadden, professeur d'Histoire moderne en Allemagne et directeur d'études à l'EHSS de Paris : "Comment faire pour que les droits de l'homme soient respectés ? Avant d'installer des tribunaux, il faudrait des institutions capables de jouer les garde-fous. Il faudrait, parallèlement, que se crée une Internationale des gouvernements qui puisse agir pour la défense de ces droits. Mais, avec l'explosion des nationalismes, notamment à l'Est, est-ce le temps des Internationales ?" (9).

Jean-Louis Pilliat

(1) On pourra se reporter en particulier à deux ouvrages : Casamayor, *Nuremberg 1945. La guerre en procès,* Paris, Stock, 1985, et Annette Wieviorka, *Le procès de Nuremberg,* Rennes, éditions Ouest-France, 1995.

(2) A. Wieviorka, ouvr. cité, p. 7.

(3) A. Wievorka, ouvr. cité, p. 107.

(4) *Le Monde, les clés de l'info,* dans *Dossiers et documents,* avril 1996.

(5) Dans A. Wieviorka, ouvr. cité, p. 192-193.

(6) A l'heure où nous rédigeons cet article, Pol Pot est décédé d'une crise de malaria le 6 juin 1996.

(7) *Le Monde,* 21 juin 1995.

(8) Résolution du Conseil de sécurité, 23 mai 1993.

(9) Cité dans un article d'A. Wieviorka, *Le procès de Nuremberg, l'Histoire* n° 136, septembre 1990.

RÉGIS DEBRAY

Loués soient nos seigneurs

Une éducation politique

nrf

GALLIMARD

C'est l'aveu d'un désenchantement ainsi résumé : "Que reste-t-il de nos amours?" D'abord la stupeur d'avoir aimé. Ce qui attise l'embarras et nous prévient de retracer les zigzags du décroire, c'est la saumâtre découverte qu'on s'est donné un mal de chien pour enfoncer une porte ouverte, que les indifférents, le plus souvent sans rien connaître du sujet, franchissaient depuis longtemps sans y penser."

Régis Debray est un fils de la haute bourgeoisie. Après des études secondaires au Lycée Janson de Sailly, il intègre l'École Normale Supérieure, l'une des fabriques françaises d'élites. Les autres sont l'École Nationale d'Administration (l'ENA) et l'École Polytechnique (l'"X"). A Normale Sup', au début des années 60, Régis Debray participe aux séminaires organisé par le Directeur de l'École, Louis Althusser, l'un des "gourous" du Parti Communiste Français. La rue d'Ulm, à Paris, est, pour le brillant élève, un "chemin de Damas". Comment peut-on n'être pas communiste lorsqu'on est intelligent, mieux : intellectuel dans un pays où s'affichent de nouveaux Birotteau ? Au-delà des idées, il y a le désir d'engagement et d'action : le brillant sujet aisément diplômé devient militant de la révolution. Le maniement de la kalachnikov donne un sens à l'agrégation de philosophie. Dans les années 60, on ne fait plus, comme trente ans plus tôt, le voyage au pays du socialisme triomphant, l'U.R.S.S. La révolution en marche, c'est à Cuba, qu'elle se visite. Régis Debray y vibre aux discours de Fidel Castro, se laisse séduire par son compagnon de route Ernesto Guevara, le "Che" Après un bout de route en commun dans les maquis de l'Amérique latine où les exclus tentent d'inventer un peu de justice, l'"ordre colonial" s'impose. Le "Che" exécuté, Régis Debray se retrouve en prison, en Bolivie. Près de quatre ans à apprendre la haine et a réfléchir. Pas suffisamment pour renoncer. Libéré, l'intellectuel parisien observe au Chili, pendant quelques mois, les premiers pas du régime Allende interrompu par un coup d'État télécommandé depuis l'autre Amérique. Nouvelle fin de séquence.

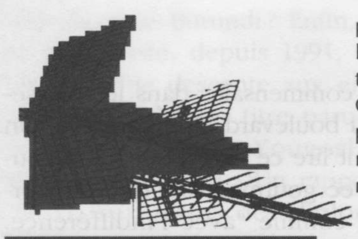
Pour un militant épris de générosité et de progrès, c'est, alors, le triste retour vers le tout-Paris intellectuel voire mondain, avec une auréole de second choix. Une collaboration acceptée, en 1981, avec le nouveau Président de la République française conduit à un nouveau désenchantement. La recherche du "père" n'est décidément pas une démarché aisée ! On sait comment çà se termine pour les tempéraments romantiques : par la littérature. Enfin, un domaine où la jouissance, fût-elle solitaire, est assurée, surtout lorsque l'écorché est doué, surtout pour la formule. Telle celle qui résume une dernière collaboration : "J'ai aimé le séducteur, le pastoral, l'ami - moins le Narcisse d'État.". On inscrit, toutefois, au crédit du mémorialiste blessé la lucidité qui apparaît dans cet autoportrait "..."intellectuel prolétaroïde", en rupture de ban, le énième bourgeois anti-bourgeois, raté en proie au bovarysme, se servant du soulèvement anticolonial comme d'un marchepied pour un refus de faire carrière plus juteux qu'un carriérisme banal." Raté ? Mais non Régis Debray a beaucoup de talent. Son style brillant ne doit pas manquer d'activer la libido de quelques belles commensales dans les brasseries du boulevard Montparnasse. On pourrait lire ce livre pour n'y savourer, avec gourmandise, que des formules comme "avec l'indifférence, cet agnosticisme du cœur, on touche au plus intime..." mais, on se demande si telle autre comme : "sacrifiant au décorum, en bon logicien du frisson, j'exportais l'émotion en dialectique..." aura un impact pédagogique sur le peuple, fût-il de gauche ? On a envie de détourner la réflexion d'une dame de petite vertu à Jean-Jacques Rousseau : "Lascia l'amore e fa la matematica" en "Lascia la rivoluzzionne e fa l'amore..."

Romantisme d'un autre âge ? Lecture agaçante ? On aurait tort de brocarder les engagements, aussi sincères qu'altruistes, au prétexte de naïveté. Un intellectuel, çà pense et çà a, souvent, de bonnes raisons de bien penser, c'est-à-dire, à terme, de douter. Ce qui ne vaccine pas contre la persévérance dans l'erreur. Celle, en particulier, du choix d'une stratégie révolutionnaire. Cette confession d'un autre siècle est humaine, très humaine parce que les "héros" sont humains, trop humains. Le regard sur quelques espérances faillies de notre époque mérite lecture parce qu'il faudra bien les retrouver d'une autre manière. "Comme tout serait simple si le communisme n'avait été qu'une machine à fabriquer des camps ! Le malheur, ou le bonheur, je ne sais, c'est qu'elle produisait entre deux crimes de la fraternité, de l'abnégation, de l'optimisme, du courage et de la générosité."

En même temps que l'ouvrage de Régis Debray, paraît, sous le titre : "C'est toute ma vie", une autobiographie d'Arlette Laguillier. C'est une réponse aux questions que pose un intellectuel bourgeois. Dans la banlieue parisienne des Lilas, le rouge de la révolution n'a pas la même couleur que le cramoisi du velours des salons et, pourtant, la démarche exprime la même nécessaire générosité.

J.-J. L.

Éditions NRF Gallimard, Paris, 1996. (140 F.)



MEDIA : APPRENDRE A CONSOMMER AVEC PRUDENCE !
la chronique de Jean-Jacques Ledos

LE GLACIS AUDIOVISUEL

France-Télévision constitue le dernier bastion d'un service public qui constituait jadis l'un des modèles de la télévision dans le monde. C'est une survivance intolérable aux yeux des forcenés du libéralisme pour lesquels, la voie de la modernité est la concurrence dans la médiocrité.

Jadis, les mêmes adversaires sont venus à bout de l'O.R.T.F. dont le monopole leur interdisait de promouvoir le modèle de société dont on observe aujourd'hui les perversions et d'en tirer les bénéfices qu'ils dénoncent justement dans un système qui est le fruit de leurs manœuvres.

La Grande-Bretagne qui ne passe pas pour un modèle de socialisme a su préserver l'équilibre de son paysage audiovisuel en faisant une place au secteur privé dès 1954. La BBC que l'ultra-libérale Mrs Thatcher n'a pas réussi à démanteler entretient une concurrence avantageuse avec ITV ("Independent Television"). On parle encore du "fair-play" britannique. En France, en dépit de toutes les reconnaissances d'indépendance attribuées aux medias, les camps adverses, la droite affairiste et la gauche pseudo-socialiste ne cessent d'imposer leur volonté aux moyens d'information, sinon de culture.

Est-ce d'ailleurs une perversion seulement française ? On nous assure actuellement que la nouvelle convivialité, c'est "Internet". Au même moment, le vice-président américain, Al Gore, se fait le promoteur des "autoroutes de la communication". "Le Monde Diplomatique" de mai dernier décrivait les grandes manœuvres qui ont pour déjà objet d'imposer la présence prépondérante des États-Unis dans ce nouveau secteur de l'économie mondiale. Convivialité ou marché à prendre ? Démocratie ou affairisme ? L'ambiguïté brouille le message. ❑

(13.05.96)

CHIFFRES DITS, CHIFFRES TUS

Un organe d'information qui veut attirer le client dispose de plusieurs recettes : diriger l'attention sur l'argent que gagnent les autres, surtout lorsqu'il s'agit de l'argent public. On rappelle pour mémoire la mauvaise querelle engagée au printemps dernier contre les vedettes de la télévision, accusées de gagner trop d'argent, notre argent tiré de la redevance. Les vedettes sont pourtant produites par le volume d'audience, non par la volonté d'un directeur de chaîne. La publication des chiffres des dépenses militaires, autrement énormes, engagées, pour des matériels heureusement inemployés, mais rapidement démodés est beaucoup plus discrète.

On évoque rarement des dépenses moins visibles, tout aussi énormes par leur volume bien que minimisées par leur dispersion dans un budget familial annuel. C'est le cas des impôts locaux, par exemple, dont le taux augmente plus rapidement que celui de l'IRP avec, pour seule sanction des élections dont le citoyen, peu informé, n'établit pas le rapport avec les dépenses qu'autorise son vote.

Il y a pire et moins visible encore : le montant des dépenses publicitaires que le client paye en achetant un produit "vu à la télévision", par exemple. Le volume de ces dépenses n'apparaît que dans des documents destinés à entretenir l'autosatisfaction des professionnels. "France Pub", du groupe Havas révélait ainsi le montant des investissements publicitaires pour 1995 147,7 milliards de francs*, près de dix fois le budget de la Culture, environ trente fois celui de "France 2". L'efficacité de ces coûteuses campagnes permet aux plus forts d'imposer leur loi aux plus faibles, dont les produits, souvent, sont de meilleure qualité. Le (soi-disant) libéralisme autorise, certes, cette liberté d'informer et de vendre. La prospérité qu'elle engendre n'en est pas, pour autant mieux partagée. ❑

(17.05.96)

* Chiffre publié par "R.A.P.-Echos" 9 avril 1996 ("Résistance à l'Agression Publicitaire" 61, rue Victor Hugo, 93500 PANTIN).

QU'ON SE LE DISE !

Le professeur au Collège de France, Pierre Bourdieu, a raconté, dans "Le Monde Diplomatique" d'avril dernier comment, invité à participer à l'émission de "La cinquième", "Arrêt sur image", il n'avait pu dire ce qu'il voulait tant les moyens de verrouillage sont efficacement utilisés par les producteurs et/ou animateurs. Il s'agissait en l'occurrence de Daniel Schneidermann, journaliste du quotidien "Le Monde" et des animateurs de télévision Jean-Marie Cavada et Guillaume Durand. L'objet de l'émission est de critiquer certains faux-semblants de la télévision et Pierre Bourdieu avait des choses à dire sur ce sujet. Il raconte comment, progressivement, son intention clairement exprimée a été contrariée, dès la préparation de l'émission sans que sa participation soit, toutefois, annulée. Ainsi, on ne reprochera pas aux producteurs de refuser la confrontation qui, à vrai dire, n'a pas eu lieu tant la maîtrise du débat relève du "professionnalisme" du meneur de jeu*.

Un contestataire des abus de la publicité, François Brune, a été plus récemment invité à participer à l'émission "L'"hebdo de Michel Field" sur "Canal Plus". Il a dû se contenter de placer quelques mots dans un forum dont on sait que s'il est spectacle, il ne permet jamais de faire apparaître des idées claires.

Chacune de ces deux émissions est suivie par un public de jeunes et de moins jeunes qui en apprécient le franc-parler. Franc-parler, peut-être ? mais dans les limites étroites qu'imposent au meneur de jeu le souci de ne pas contrarier la "ligne éditoriale" de la chaîne et le respect de l'horaire. Divers invités échaudés, dans des situations analogues, ont souligné la désinvolture des animateurs à l'égard de leur invités. On a souvent entendu, dans de semblables circonstances, les responsables se congratuler après l'émission tandis que les invités se trouvaient abandonnés dans le dédale des couloirs des studios.

Deux dangers guettent les amateurs de ces feux de la rampe : le "direct" où l'animateur coupe sans ménagement la parole qui ne convient pas et le "différé", diffusé après un montage qui gomme tout ce qui ne correspond pas à la fameuse "ligne éditoriale". Conclusion : mieux vaut ne pas y aller. ❑

(17.05.96)

* Daniel Schneidermann a répondu à Pierre Bourdieu dans "Le Monde Diplomatique" de mai 1996.

LA MAIN DROITE IGNORE CE QUE LA GAUCHE FAIT

M. Jacques Rigaud est administrateur de RTL. Bernard Pivot l'avait invité à participer, avant les vacances, à l'émission "Bouillon de culture" sur "France 2". Le sujet en était précisément le rôle culturel de la télévision. M. Rigaud qui fut, dans une autre vie, le collaborateur de deux ministres de la Culture, Jacques Duhamel et Maurice Druon, puis fonctionnaire à l'UNESCO a écrit plusieurs ouvrages pour célébrer le confort qu'apporte la Culture à ceux qui en disposent. Il fut discret chez Pivot. Gêné ?

RTL, championne commerciale de l'audience, appartient à a CLT – Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion – elle-même installée dans le giron d'un puissant groupe d'affaires, "Bruxelles-Lambert". La CLT contrôle également des chaînes comme "Fun Radio" dont la mission n'est pas spécialement culturelle. On essaie d'imaginer le "cultureux" Jacques Rigaud, à l'écoute des libres propos échangés sur de telles antennes. Un autre "cultureux" vole à son secours : "De quel droit nous prononcerions-nous sur les graffiti obscènes des vespasiennes ou le dernier tube d'une idole de carton, et surtout, quelle arrogance serait donc la nôtre si nous jugions que ces graffiti n'entraient pas dans le monde de l'art et que les glapissements passés au synthétiseur de ladite idole étaient abêtissants ?*"

M. Rigaud pourra également invoquer l'autorité d'un pilier de nos humanités antiques, Virgile, qui avait affirmé : les poètes ont tous les droits**.

On n'oserait, bien sûr, à faire réfléchir nos élites sur le prover-

be chinois : "quand le poisson est gâté, c'est de la tête qu'il commence à puer." ❑

(27.05.96)

* B. Lussato : "Bouillon de culture" (R. Laffont, 1986).

** "Pictoribus atque poetis, quidlibet audendi semper fuit æqua potestas..." (Epitre aux Pisons).

FAUSSE QUERELLE ET VÉRITABLE OBJECTIF

Au printemps dernier, l'audiovisuel public a été, une fois de plus, le théâtre d'un psychodrame. Les raisons sont (apparemment) bonnes : le président des sociétés de télévision financées par la redevance ne maîtrise pas les dépenses. Par chance, pour ses détracteurs, il s'est entouré d'une équipe plus douée pour l'exercice du pouvoir que pour la diffusion d'une autorité, donc détestée par une bonne partie du personnel.

Le "deus ex machina" de la mise en scène, le "vertueux" député Alain Griotteray fut, l'un de ceux qui votèrent, il y a plus de vingt ans la mise à mort de l'ORTF. Il est vrai que l'instrument en question n'était pas sans défauts : la politique s'en était assuré, depuis longtemps, le contrôle au point de l'ériger en monopole. C'était la volonté mûrie dans les cercles de réflexion de la Résistance et affirmée par le Général de Gaulle, en 1945. L'entreprise privée, ainsi écartée d'une source de profits n'a plus cessé de combattre l'adversaire, fût-ce au prix de la calomnie. A l'issue d'une guerre de trente ans, la vague néo-libérale a eu sa peau, en 1974. Depuis, le libéralisme a imposé la concurrence comme finalité des entreprises télévisuelles. C'est pour avoir voulu jouer au plus malin sur ce terrain que Jean-Pierre Elkabbach a trébuché. Des pots-de-vin aux cachets de stars, la corruption règne partout. Belle occasion pour les "libéraux", dont l'hypocrisie n'a jamais paralysé la démarche, de tenter de détruire les derniers vestiges d'une ambition et d'un patrimoine nationaux. Faut-il rappeler que les réseaux de télévision, comme ceux de la radiodiffusion, ont été construits en autofinancement, grâce à la redevance ? Faut-il rappeler aussi que, dans les temps lointains où les directions du service public devaient justifier l'emploi des ressources devant des contrôleurs financiers tatillons, aucun directeur n'a jamais été traîné devant les tribunaux ? Certains tartuffes dénonçaient déjà l'impôt "insupportable" que constituait la redevance. Son montant était – est toujours – largement inférieur aux abonnements, péages et décryptages multiples que le téléphage doit souscrire aujourd'hui. ❑

(10.06.96)

ANTI-NOTE DE LECTURE

Il est agréable d'exprimer ses goûts dans une publication dont le directeur, ne relayant pas les préférences des actionnaires, n'impose pas de contrainte.

Agréable, donc, de signaler aux lecteurs de "Gavroche" la publication d'un ouvrage du directeur du "Monde", Jean-Marie Colombani, journaliste de qualité et honnête homme. A condition que la désinformation publicitaire ne vienne pas troubler le jeu.

On aurait, ainsi, aimé lire "De La France en général et de ses dirigeants en particulier", dernier livre écrit par le susdit journaliste. N'était le "pavé" publicitaire que l'éditeur étale dans "Le Monde" (15 juin 1996). Sous la photographie de l'auteur et la reproduction de la couverture, apparaissent des citations de confrères. Des éloges, bien sûr ! Renvoi d'ascenseur ? Sans doute.

Pour avoir été, à plusieurs reprises, piégé par ce type de message, on n'a plus du tout envie de lire un livre dont on apprécie pourtant l'auteur, "impertinent sans aigreurs" qui excelle dans "le portrait facétieux". On le regrette, mais on ne lira pas "ses admonestations impertinentes et mesurées à la fois".

Il est sans doute aussi vain d'espérer voir les publicitaires abandonner l'auto-célébration que d'attendre des hommes politiques qu'il renoncent à la langue de bois. ❑

(18.06.96)

VU DE DROITE

On se demande ce que çà vient y faire mais on peut lire dans un récent dictionnaire consacré à l'Histoire de Paris cette remarque personnelle de l'auteur sur les acteurs des mouvements sociaux dont le pavé de la capitale a été le théâtre : les ouvriers "encadrés par des imbéciles éblouis le phare soviétique, incapables de penser autre chose qu'une société totalitaire utopique, encadrés par les instituteurs bornés et timorés de la S.F.I.O."

On se gardera de donner plus de précisions sur l'ouvrage d'un bourgeois égoïste et borné qui, apparemment, fait l'historien, n'a rien compris au mouvement de l'Histoire.

L'illustration de l'utopie, c'est le rocher de Sisyphe. Le mouvement ouvrier plus riche d'espérances que de stratégies en est un bon exemple. Pour le moment, le rocher a plutôt tendance à redescendre la pente. Faut-il, pour autant, renoncer à l'espoir de le faire remonter ? ❑

(29.06.96)

UN AVIS TROP CONFIDENTIEL

Lu dans "Le Journal des Lettres et de l'Audiovisuel" publié par la "Société des Gens de Lettres" (S.G.D.L.) et la "Société Civile des Auteurs Multimedia" (S.C.A.M.) :

"Il y a une grande entreprise de crétinisation de masses dont nos dirigeants, depuis de nombreuses années, espèrent qu'elle leur permettra de gouverner sans problèmes. C'est le contraire qui se produit [...] J'approuve tout ce que vous ferez pour que la télévision cesse de prendre ses spectateurs pour des imbéciles heureux..."

Il s'agit d'une réponse de Michel Déon, de l'Académie Française, en soutien à une lettre que Jean-Marie Drot, producteur de télévision, a adressée au Ministre de la Culture pour dénoncer l'abandon par les chaînes de télévision de leurs missions culturelles. ❑

(29.06.96)

LES VRAIS COUPABLES

L'actualité dramatique des suicides collectifs nous a valu une série de reportages, d'enquêtes, de témoignages - contradictoires, évidemment - sur les sectes dont certaines ne semblent pas dédaigner la publicité gratuite qui leur est ainsi offerte. Deux soirées sur "Arte" ont mis en évidence la caractéristique essentielle de chacun des deux comportements : la cupidité des uns qui profite de la naïveté des autres.

Leur motivation essentielle des organisations pseudo-mystiques est la recherche de l'enrichissement comme moyen de pouvoir qui les place en position d'interlocuteurs avec les pouvoirs dont ils attendent une attitude tolérante, avant, peut-être ? de s'y substituer. La prospérité financière permet, en outre à de telles organisation de plaider contre toute affirmation prétendue diffamatoire.

Les témoignages des adeptes durablement convaincus sont révélateurs : ils révèlent une absence complète de sens critique et une détresse en attente de secours : un terrain favorable que savent détecter les recruteurs. Il ne reste plus qu'à appliquer aux naïfs la mise en condition, habile mais sans plus : il n'est pas nécessaire d'affiner l'argumentaire pour capter l'inquiétude de certains esprits. Certains repentis dénoncent une mise en condition "totalitaire".

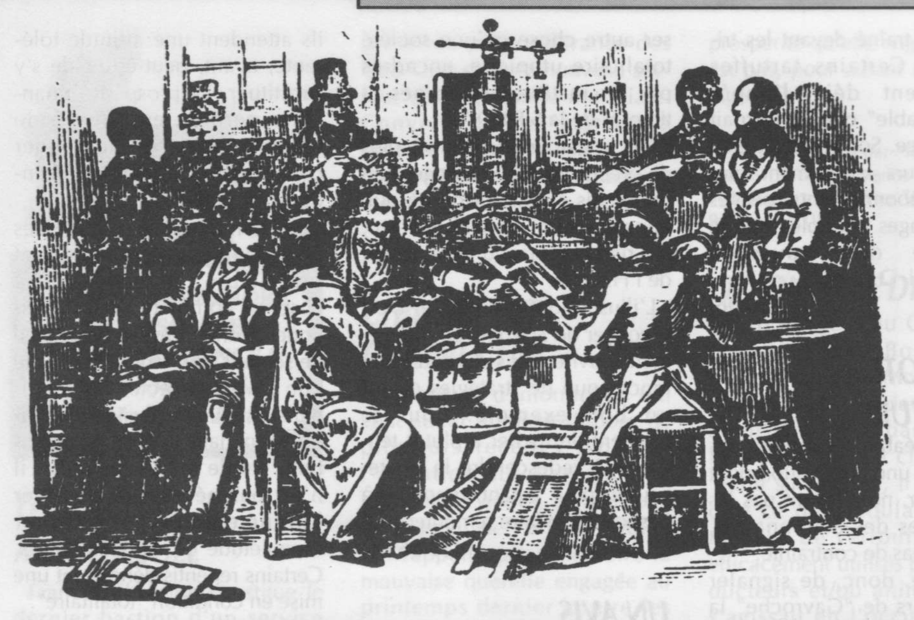
L'exemple vient de haut. Les Églises officielles sont des puissances financières. C'est dans leurs méthodes de conditionnement et d'exclusion des insoumis que les sectes puisent leurs propre méthodes.

Il y a deux siècles, les "Encyclopédistes" ne préparaient pas la révolution. Il souhaitaient "éclairer" par l'instruction. "Le dessein de l'"Encyclopédie" proclame très haut que le destin de l'humanité est non pas de se tourner vers le ciel, mais de progresser, sur cette terre et pour cette terre, grâce à l'intelligence et la raison. A un idéal mystique, elle oppose un idéal réaliste...*" Le simple bon sens permet d'observer que la logique rationnelle constitue un ensemble de recettes qui fonctionnent bien. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, André Malraux prophétisait encore que le XXIe siècle serait spirituel. Prophète ? C'est la mission autoproclamée des gourous ! Belle perspective !

On pouvait espérer que l'"explosion de la communication", qui a marqué la seconde moitié de notre siècle consoliderait les esprits en faisant circuler l'information ? C'est le contraire qui se passe sous nos yeux. Comme tous les affairistes, attentifs à contrôler les moyens d'information, les nouveaux "guides", ont acquis journaux, stations de radio et de télévision. L'information est, dès lors, entre les mains d'une même classe d'affairistes qui s'accordent dès qu'il s'agit de défendre le modèle de société dont ils se repaissent. ❑

(22.04.1996)

* Daniel Mornet : "Les origines intellectuelles de la Révolution Française 1715-1787" (A. Colin, 1938).



LE TEMPS DES LIVRES

LE POUVOIR FRANÇAIS ET LA QUESTION BASQUE (1981-1993)

par Patrick Cassan

Les Basques : on aime à évoquer leurs traditions, leurs bérets, leurs espadrilles, leurs pelotes et leurs danses dans l'air salé. Espace touristique, à l'exotisme si proche... On se plaint au contraire de leur violence aveugle, de ce terrorisme sans raison. Il est bien connu que l'exotique peut avoir un folklore mais pas un pays. Surtout pas un discours politique.

Il fallait un jeune chercheur pour oser affronter l'histoire récente, si récente qu'elle est nôtre encore, du "Pouvoir français et de la question basque" entre 1981 et 1993. L'aborder, comme le rappellent les auteurs de la préface, avec sympathie et distance. Avec méthode aussi. Articulant son travail autour des promesses du candidat Mitterrand, promesses en matière de reconnaissance culturelle et politique (le fameux département basque notamment), et des affirmations des caciques socialistes en matière de droit d'asile, affirmations favorables aux réfugiés basques, il fait le bilan de deux septennats vu à travers la question basque. Un bilan globalement négatif en dehors des timides avancées sur l'enseignement de l'Euskara. Non seulement aucune promesse ne sera honorée, et aussi les réfugiés seront de moins en moins à l'abri en France. En 1984, ce sont les premières extraditions vers un pays qui torture encore, vers un pays qui pratique le "terrorisme d'Etat" avec le GAL.

Le grand mérite de ce travail, peut-être parfois un peu trop long ou trop précis, c'est de nous obliger à sortir des chemins battus qui réduisent le problème basque à un quelconque terrorisme plus ou moins crapuleux. Les revendications reposent, il le montre bien, notamment avec des regards sur un passé moins proche, sur un réel mouvement populaire, majoritaire dans sa diversité au Sud, puissant au Nord.

Aussi ne faisons pas comme le "Pouvoir français (qui croit que), la "question basque" est un "problème" espagnol" ; et pour ne pas "se voiler la face plus longtemps" le travail de Patrick Cassan est une lecture utile.

Renaud de Bellefon

En librairie ou à commander au GRHI, Université Toulouse-Le-Mirail, 5, allée A.-Machado, 31058 Toulouse Cedex, 380 p., 150 F.

COMMENT L'IDEE VINT A M. RASSINIER

par Florent Brayard

Il est quelquefois utile de mettre – et de remettre – les points sur les i. Non pas, comme l'a affirmé "la personnalité préférée des Français", récemment, à propos de Roger Garaudy, en prétendant réouvrir des débats clos depuis longtemps, mais en apportant de judicieuses précisions sur des points controversés. En retraçant le parcours d'un personnage ambigu, le père de ce qui a été appelé le "révisionnisme", Florent Brayard, dans son livre préfacé par Pierre Vidal-Naquet, *Comment l'idée vint à M. Rassinier*, devrait éviter que se renouvellent des propos comme ceux qu'a tenus l'abbé Pierre.

La démarche de Paul Rassinier est ici analysée dans son ensemble. Florent Brayard n'a pas rédigé une biographie, mais s'est attaché à montrer comment un homme de gauche, voire d'extrême-gauche, en rupture avec le communisme, à la fois pacifiste et résistant durant la Seconde Guerre Mondiale, en est venu un jour à défendre des thèses difficilement crédibles et, accessoirement, moralement inacceptables. Car Rassinier, dès le lendemain de la Libération et jusqu'à la fin de sa vie (1967), a développé un discours aberrant, visant à dédouaner le régime nazi de ses responsabilités et, de fait, à le réhabiliter.

Selon lui, en effet, l'Allemagne a été contrainte à la guerre. Les camps dans lesquels ont été parqués les opposants et tous ceux qui apparaissaient comme "ennemis" (Juifs, Tziganes, homosexuels...) auraient dû être des lieux de villégiature et si les conditions de vie y étaient atroces, c'était la faute aux détenus – et uniquement aux détenus ! Quant à l'extermination programmée des Juifs, c'est une invention des Alliés et... des Juifs eux-mêmes ! Les chambres à gaz, elles, n'ont jamais existé, sinon dans un souci de désinfection. ("A Auschwitz, on n'a gazé que des poux", assurera plus tard Louis Darquier de Pellepoix, ancien commissaire aux questions juives de Vichy)

A l'appui de ses dires, Rassinier, qui se targue d'être un historien scrupuleux, manie sans vergogne les documents. L'intérêt du livre de Florent Brayard est notamment de montrer comment il n'hésite pas à les tronquer ou à les falsifier afin d'en extraire les conclusions préalablement souhaitées. On peut penser que le lecteur initialement intrigué par les pseudo-révélations de celui qui se présente constamment comme un "homme de gauche", ex-député et résistant, cessera de leur accorder la moindre bienveillance, tant Florent Brayard met parfaitement à jour la supercherie. On peut aussi se demander, en le regrettant, pourquoi les divagations de Rassinier ont pu trouver un certain écho à gauche. Son parcours politique l'explique, évidemment, mais comment se fait-il que des personnages comme Louis Lecoin ou Maurice Joyeux, pourtant vigilants, n'aient pas jugé bon de rompre rapidement avec lui. Soulignons que le second ouvrage de Rassinier, *Le Mensonge d'Ulysse* (1950), a été préfacé par Albert Paraz, dont les idées d'extrême-droite n'étaient pas secrètes, que Maurice Bardèche et Henri Coston, deux fascistes déclarés, figurent ensuite au nombre de ses éditeurs... Que, surtout, chacune de ses déclarations vise à innocenter le nazisme et, en contrepartie, à faire porter le poids de la Seconde Guerre mondiale aux Alliés et aux Juifs...

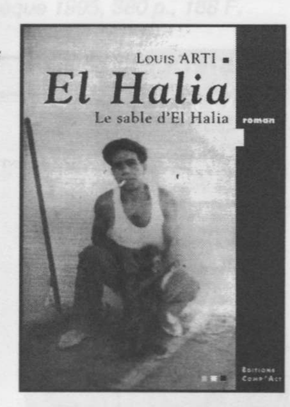
Florent Brayard n'insiste guère sur ce point. C'est le seul reproche à lui faire. Son livre est le premier à démonter patiemment la logique de mensonge et d'omission sous-tendant le "révisionnisme". Une logique qui inspirera les Fau-

risson, Guillaume, Roques et autres héritiers de Rassinier. Si, n'en déplaise à l'abbé Pierre, il n'y a pas lieu de discuter avec qui manifeste un tel mépris de la "vérité historique", s'interroger, en revanche, sur les finalités de ce comportement peut permettre de le contrecarrer. C'est ce à quoi, avec beaucoup de perspicacité, s'est exercé Florent Brayard.

Thierry Maricourt

Fayard, 1996, 160 F.

EL HALIA
par Louis Arti



Les romans prenant la guerre d'Algérie pour toile de fond sont finalement peu nombreux. Il est vrai que le sujet demeure relativement tabou... Le livre de Louis Arti (par ailleurs chanteur – il a signé trois 33 tours et deux CD – et peintre), *El Halia*, est un roman autobiographique apportant une vue très originale sur les événements.

En 1955, Louis (qui ne s'appelle pas encore Arti mais Gaudioso) a dix ans. Il vit à El Halia, un village industriel près de la mer, en Algérie. Son père est boulanger et fournit une communauté de "petits colons" et d'autochtones plutôt paisible. "Des femmes et des hommes venus de tout le bassin méditerranéen y vivent, simples, humains, prolétaires". Un jour, des fellagas assassinent froidement tous les "colons" du village. Blessée, la mère de Louis survit en faisant semblant d'être morte. Avec son fils, elle sera l'une des quelques rescapés de la tragédie. Occupée à protéger les grands domaines, l'armée française n'arrivera que trois heures et demi après. "L'enfant qui avait vu le massacre d'El Halia n'a pas voulu fermer les yeux sur son passé. Il considère son regard comme un objectif d'appareil photo qui est resté ouvert..."

Ensuite, c'est la France, où Louis travaille à la mine, en Lorraine, puis, de petit boulot en petit boulot, de rencontre en rencontre, la chanson, avec un public chaque fois enthousiaste.

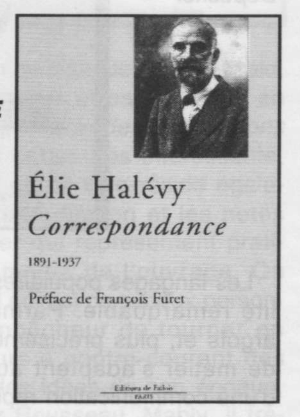
El Halia est un livre émouvant. Louis Arti ne renvoie pas dos à dos fellagas et colons. Que la révolution algérienne ait eu lieu, il comprend, il s'en félicite. Mais de telles horreurs – assassiner toute la population non autochtone d'un village, y compris les enfants – étaient-elles nécessaires ? N'augurαient-elles pas une évolution future peu réjouissante, qui explique en partie la situation politique, aujourd'hui, du pays ? Sa vision est simultanément naïve et profonde. Elle est bouleversante : un gamin est brutalement confronté à la mort des siens et ne réclame pas pour autant vengeance. Ainsi, après le drame, lorsqu'un militaire lui présente des fellagas prisonniers et lui propose d'en abattre un, celui qu'il choisira, l'enfant s'enfuit.

Beaucoup de passages de ce livre seraient à citer. Il y a de très belles pages sur la vie des "petits colons", sur leurs joies, leurs espoirs et leurs difficultés quotidiennes. Elles rendent encore plus insoutenable la description de la tuerie (1). El Halia est également un spectacle que la compagnie Jean-Louis Hourdin présente, depuis deux ans, à travers la France. Ne le ratez pas.

Thierry Maricourt

(1) Notons la réédition, en poche (éditions de l'Aube), du très bon roman de Georges M. Mattei, La Guerre des gusses. *Le témoignage d'un appelé, "du rappel des disponibles à la ratonnade du 17 octobre 1961 à Paris". Editions Comp'Act (distribution Distique), 95 F.*

ELIE HALÉVY, CORRESPONDANCE (1891-1937)
préface de François Furet



L'actualité littéraire de ces derniers mois a rappelé à notre souvenir Elie Halévy, un des observateurs les plus lucides de l'entrée dans ce siècle tragique.

Elie Halévy naît à la croisée de deux traditions qui se complètent, le judaïsme, coté paternel et le protestantisme, coté maternel. La maison familiale est le lieu des recherches esthétiques, artistiques et littéraires. Elie et son frère Daniel sont les enfants aimés d'une famille où la raison domine. Daniel Halévy est un personnage complexe, historien de formation, spécialiste de la Troisième République et de Proudhon. Il a retourné son engagement dreyfusard lorsqu'il s'est senti trahi par la république des comités et a poursuivi une vive critique de la République.

Elie Halévy suit un itinéraire classique : Ecole normale supérieure, agrégation de philosophie. Lucien Herr le convertit au socialisme dreyfusard. Elie Halévy représente la fine fleur de la troisième République, désormais solidement installée. Il n'est pas pressé d'enseigner, ce qui le distingue de nombres de ses condisciples. Par deux fois il décline les offres de la Sorbonne, lui préférant l'Ecole libre des sciences politiques. Il conduit, brillamment, une thèse sur les origines du radicalisme philosophique anglais nommé parfois utilitarisme (thèse aujourd'hui rééditée aux Presses Universitaires de France sous le titre *La Formation du radicalisme philosophique,* 3 volumes 422 F). Le radicalisme philosophique est né au milieu des années 1770, fondé par Bentham. Le courant d'idée évolue après la mort de ce dernier et veut apporter des améliorations du système parlementaire anglais, notamment, l'élargissement du mode de scrutin et le libre échange économique. Elie Halévy participe à la création de *La Revue de métaphysique et de morale.* Ces jeunes intellectuels veulent que l'Université échappe au positivisme comtien et à la religiosité renanienne. Ils investissent, un temps, leur ardente passion dans la mystique dreyfusiste.

Cependant la victoire des jaurèsiens ne les ravit pas. Mais, déjà de nouveaux dangers se font jour. Les tensions internationales s'exacerbent. Le militarisme prussien devient une réelle menace pour les libertés. Bien que détestant la guerre, Elie Halévy s'engage comme infirmier. Il observe, note, prend conscience de la rupture fondamentale qui s'opère : "Il faut sauver l'intelligence, l'intelligence européenne du péril qu'elle court d'être anéantie, sous ces ruines sanglantes", écrit-il de manière prophétique. Favorable aux idées wilsonniennes, il perçoit les implications dramatiques des Traités : "l'avenir est obscur" écrit-il à plusieurs reprises. Halévy aspire à un socialisme libéral qui semble être désespérément englouti par les mouvements révolutionnaires - fasciste et communiste - nés de la guerre. Il commence alors un long travail d'analyse. Pour comprendre le fascisme, il se rend en Italie. De même il part en Union Soviétique pour étudier le communisme. Ses visites, le conduisent à diagnostiquer, à l'heure où Manès Sperber écrit *Analyse de la Tyrannie,* où Boris Souvarine publie son *Staline* et où Konred Heiden édite son *Hitler,* que le monde est entré dans l'ère des tyrannies. Pour expliquer ce que sont les tyrannies, Elie Halévy utilise le sens grec du terme, un régime installé dans la durée. Il met la nature des

régimes en perspective : "les phénomènes sont antithétiques. J'ai fait le voyage de Léningrad et je connais l'Italie fasciste... Cependant, quant à la forme, les régimes sont identiques. Il s'agit du gouvernement d'un pays par une secte armée, qui s'impose au nom de l'intérêt présumé du pays tout entier, et qui a la force de s'imposer parce qu'elle se sent animée par une foi commune... Bref, d'un coté, en partant du socialisme intégral, on tend vers une sorte de nationalisme. De l'autre côté, en partant du nationalisme intégrale, on tend vers une sorte de socialisme". Ces réflexions prennent leurs places dans une série de conférences dont les notes ont été réunies par ses anciens élèves dans un livre publié par ses élèves, en 1938, un an après sa mort (réédité chez Tel Gallimard).

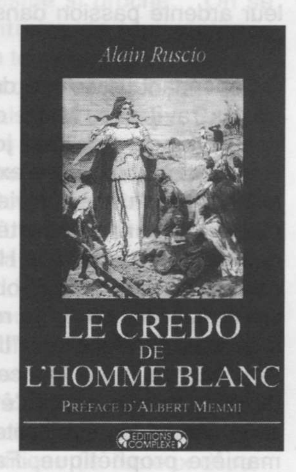
La publication de la correspondance d'Elie Halévy montre qu'il fut témoin lucide de ce siècle, un de ses observateurs les plus intelligents, un des premiers à conduire une réflexion sur ce qu'Hannah Arendt définissait comme le système totalitaire.

Sylvain Boulouque

Paris, Ed. de Fallois, 1996, 804 p., 240 F.

LE CREDO DE L'HOMME BLANC

par Alain RUSCIO



Alain Ruscio nous présente, à travers ce livre, les principaux thèmes de la pensée colonialiste en France, et accessoirement en Europe, ainsi que l'image du colonisé dans les représentations françaises.

Cette étude s'ouvre sur la perception - souvent difficile - de "l'indigène" par le colonisateur dont l'européanocentrisme constitue le principal fondement. De cette conception découle les autres. Les colonisés sont considérés comme des êtres inférieurs - ou dans le meilleur des cas des êtres à éduquer. Cette représentation a pour effet de provoquer la colonisation. Ainsi, le colonisé doit être transformé. Il doit se fondre et s'adapter à l'image du colonisateur. A ces considérations s'ajoutent des mythes, comme par exemple, celui du complot contre la civilisation, ou bien encore, la peur du mélange - peur qui a pour effet de provoquer un échec de toute tentative associationniste. L'ultime conséquence est la création de deux sociétés dont l'une opprime l'autre sans même s'en rendre compte - dans un premier temps du moins. Dans ces circonstances, il n'est guère étonnant que peu de personnes aient protesté contre cet état de fait. Les contestations contre le monde colonial à l'ère de la décolonisation ont, pour beaucoup, un autre sens que le simple respect de l'individu.

Au travers cette étude, Alain Ruscio nous donne à lire une belle page de l'histoire des mentalités.

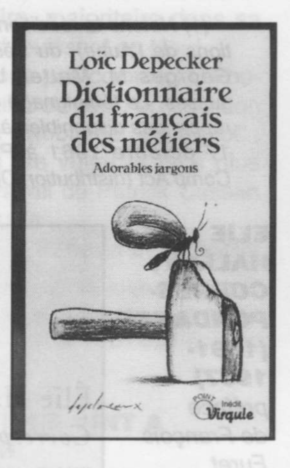
Sylvain BOULOUQUE

Complex, 1996, 410 p., 120 F.

P.S. On notera présenté par le même auteur chez le même éditeur une anthologie des "Aventures et fantasmes exotiques de Claire de Duras à Georges Simenon" parue sous le titre Amours coloniales. 966 pages, 169 F.

DICTIONNAIRE DU FRANÇAIS DES METIERS

par Loïc Depecker



Les langages populaires ont une vitalité remarquable. Parmi ceux-ci, les argots et, plus précisément les argots de métier s'adaptent aux nécessités d'une communication rapide et efficace et aux influences de l'époque.

La précieuse collection "Points-Virgule" du Seuil publie un lexique des termes utilisés par de nombreux corps de métiers mais habituellement ignorés de dictionnaires. Il sera sans doute, de peu de secours, pour les ouvriers, techniciens ou agents administratifs qui les utilisent tous les jours. En revanche, ce petit livre offre aux amateurs d'une langue "goûteuse" une promenade pittoresque. Quelques exemples. "Tonton", chez les flics désigne un indicateur. Commentaire : "La proximité parfois troublante de l'"indic" [...] et du policier suscite des rapprochements familiaux...". "Histoires de classe" ? terme qu'utilisent les chirurgiens pour évoquer leurs interventions. "Sucer la roue" terme de cyclisme qui signifie "coller à la roue arrière d'un coureur, en refusant de le relayer". Trois cent pages au long desquelles on ne s'ennuie pas. On peut même s'instruire.

(Petit courrier personnel : l'auteur de cette note serait heureux qu'on lui indique l'origine de l'emploi du mot "Sorbonne" qui désigne, dans un studio de cinéma ou de télévision, l'atelier où les peintres de décor mélangent les teintes.)

J.-J. L.

Editions du Seuil, coll. "Point inédit Virgule".

UN SIECLE D'ENSEIGNEMENT DU CHINOIS A L'ECOLE DES LANGUES ORIENTALES (1840-1945)



sous la direction de Marie-Claude Bergère et Angel Pino

A l'occasion du bicentenaire des Langues'O cet ouvrage érudit, mais destiné aussi bien aux simples sinophiles qu'aux sinologues avertis, nous rappelle que la chaire de chinois de l'Ecole des Langues Orientales représente un élément essentiel du cadre institutionnel dans lequel s'est développée la sinologie française depuis le début du XIXe siècle.

Ouvrage collectif, mais où dominent les contributions d'Angel Pino et Isabelle Rabut, il cherche à mettre en exergue une approche pratique de la sinologie. Car, ainsi que le rappelle Marie-Claude Bergère dans son Avant-Propos, "l'histoire des Langues'O "raconte les destins croisés du pouvoir et du savoir". Il s'agit ici d'une véritable généalogie intellectuelle de la sinologie, faisant la part des choses, entre la connaissance et la compréhension d'une civilisation étrangère, et la domination culturelle qu'elle sous-tend, avec la part de représentation arbitraire qui en résulte.

Parmi les documents qui parsèment le texte, je citerai un article d'Etiemble paru en 1946 rendant hommage au grand orientaliste que fut Paul Pelliot, mais plutôt méconnu par rapport à Paul Demiéville et Marcel Granet ; ainsi qu'une anecdote d'Angel Pino "Un acte manqué ? Le diplôme de chinois de Jacques Lacan" : ce dernier, breveté de chinois en 1947, n'est en effet jamais venu chercher son diplôme alors qu'il

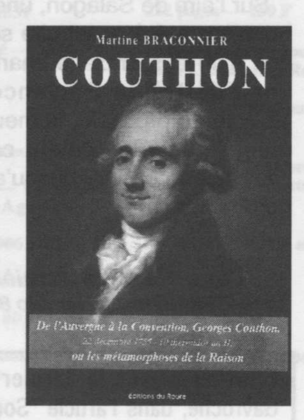
n'avait que la rue à traverser entre son lieu de résidence et l'Ecole !

En guise de conclusion, un questionnaire adressé aux 488 étudiants inscrits en 1992/93 les interroge sur leurs motivations. Plus de la moitié met en avant "l'évolution du monde contemporain". Vu la place grandissante de la Chine dans le concert des nations à l'orée du XXIe siècle, Langues'O a son avenir largement assuré !

J.J. Gandini

L'Asiathèque 1995, 380 p., 188 F.

COUTHON
par Martine Braconnier



Georges Couthon est né à Orcet dans la proche région de Clermont-Ferrand. Très vite il s'intéressa à la vie publique. Avocat, il adhéra à la philosophie des Lumières et à la franc-maçonnerie. Il fut même auteur d'une pièce de théâtre : *L'Aristocrate converti.*

Député de gauche à l'Assemblée législative, conventionnel montagnard, membre du grand Comité de l'an II, Couthon ne dissocia pas son activité politique de la vie publique de son département, le Puy-de-Dôme. Martine Braconnier restitue la place exacte du représentant en mission au siège de Lyon (Ville-Affranchie), dans le Loir-et-Cher ou le Puy-de-Dôme où Couthon, édile de ce département, institue une taxe sur les *riches égoïstes*, crée un Institut pour Clermont et veut assainir et embellir Orcet. Il veut y constituer un exemple de petite République.

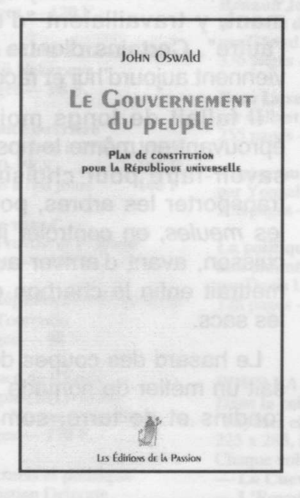
Cet ouvrage présente le personnage public dans son action contre le fédéralisme girondin, avec le Gouvernement révolutionnaire et la déchristianisation et le personnage intime accablé de maladie, participant aux fêtes républicaines et entretenant de nombreux liens avec ses compatriotes (ses commettants).

Georges Couthon a été une figure des plus importantes de la Révolution française. Il reste pourtant un inconnu. Sans occulter pour autant les responsabilités dans les terribles lois de Prairial et le régime de la Grande Terreur, il convient de restituer sa place à ce bâtisseur de la République. Son œuvre est marquée par la volonté intransigeante de mêler la Raison, la Vertu et la République. Car avant elle, Dieu faisait les rois, qui, à leur tour, faisaient les peuples. Désormais les peuples se font eux-mêmes.

Tel fut Georges Couthon, précise Michel Vovelle dans sa préface, *Figure exemplaire dans la rectitude d'un engagement non mesuré... L'image inquiétante du doux fanatique sur sa chaise roulante méritait d'être révisée. Elle fait place à un homme d'Etat, tenant jusqu'à la mort, qu'il a su regarder en face, une place qui force le respect...*

Editions du Roure, Neyzac, 43260 Saint-Julien-Chapteuil. 288 pages, 138 F

LE GOUVERNEMENT DU PEUPLE
par John Oswald

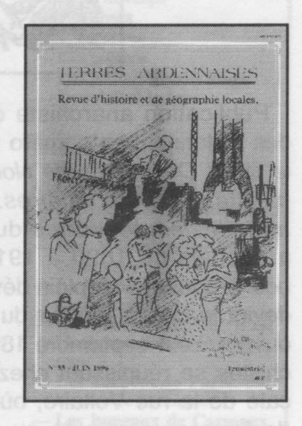


La réédition du texte de John Oswald, traduit de l'anglais et paru à Paris en 1793 *de l'imprimerie des Révolutions de Paris,* est certes très intéressante, mais l'intérêt de ce livre réside également dans l'introduction et les notes d'Yves Blavier qui représentent pratiquement la moitié de l'ouvrage. On apprend ainsi qui est ce curieux personnage "un empêcheur de tourner en rond", toujours à contre-courant des préjugés et des idées de son époque. Influencé par Rousseau, Mably, il fréquenta le *Cercle social* ou le *Club des Jacobins,* et Yves Blavier le considère comme l'ancêtre des penseurs *anti-autoritaires* du XIXe siècle.

Les Editions de la Passion, 7 avenue de Verdun, 94410 Saint-Maurice.

REVUES

TERRES ARDENNAISES N° 55



Nous avons relevé dans ce numéro un intéressant article de Didier Bigorne : *Eté 1936 dans les Ardennes : Front populaire et fêtes.* Le côté festif, défilés, manifestations en faveur du Front Populaire, mais aussi les fêtes durant les grèves particulièrement importantes dans cette région industrielle.

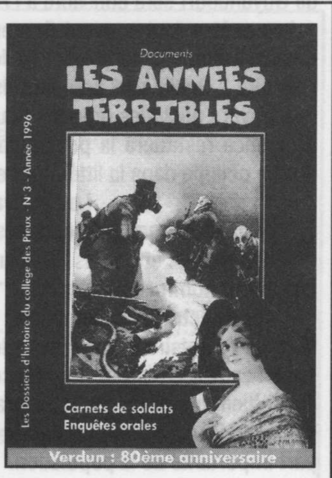
Egalement, un article de Jacques Lambert sur la dernière maison de négoce de la vannerie ardennaise à Buzancy. On y apprend enfin que Robic, qui gagna le Tour de France en 1947 quoique d'origine bretonne est bel et bien né à Condé-lès-Vouziers, ce qui lui valut le surnom de "Biquet" des Ardennes !...

Terres Ardennaises 21 Rue Hachette, 08000 Charleville-Mézières. Le Numéro 40 F.

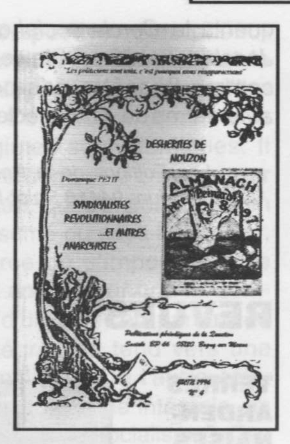
Gavroche félicite les élèves du collège des Pieux, dans la Manche, pour leur troisième dossier d'histoire : *Les Années Terribles.* Ce volumineux dossier de 132 pages a été réalisé dans le cadre du 80e anniversaire de la bataille de Verdun. Il est constitué à partir d'archives familiales (carnets de soldats, lettres de combattants et de prisonniers, photos).

Rémi Pézeril, leur professeur d'histoire à l'origine de ce travail, dans sa lettre jointe au document précise : "... D'ailleurs mon travail doit sans doute quelque chose à votre revue qui, depuis le N° 1 du *Peuple français* m'a donné le goût d'une histoire qui soit celle des gens, et non celle des généraux !.. ".

On peut se procurer cet émouvant dossier en s'adressant directement à : FSE, Collège, 50340 Les Pieux. 60 F + 16 F de port. Un encouragement largement mérité.



LA QUESTION SOCIALE N° 4



Publication anarchiste de la région des Ardennes, ce numéro montre sous le titre : *Déshérités de Nouzon. Syndicalistes révolutionnaires... et autres anarchistes,* les luttes du prolétariat ardennais de 1890 à 1910. Nouzon, bourg industriel en plein développement devint le centre moteur du mouvement ouvrier. Le 4 septembre 1892, les anarchistes se réunissent chez Michau, un café de la rue Voltaire, où ils décident de former un groupe au nom évocateur : *Les Déshérités...*

Pour en savoir plus, vous pouvez commander cette brochure de 104 pages (38 francs) à : Question Sociale BP 66, 08120 Bogny sur Meuse.

LES ALPES DE LUMIERE N° 119 DE MÉMOIRE DE CHARBONNIERS



Dans le numéro de juillet, Danielle Musset, se penche sur l'histoire des charbonniers en Haute-Provence.

Ils ont un jour quitté leur village d'Italie (Piémont et Lombardie) pour venir travailler en Haute-Provence. Charbonniers ou bûcherons, ils ne sortaient guère de la forêt. Ils y vivaient durement, y travaillaient "d'une étoile à l'autre". Certains d'entre eux se souviennent aujourd'hui et racontent...

Il fallait de longs mois de travail éprouvant en même temps qu'un grand savoir-faire pour choisir, abattre et transporter les arbres, pour construire les *meules,* en contrôler jour et nuit la cuisson, avant d'arriver au jour où l'on mettrait enfin le charbon de bois dans les sacs.

Le hasard des coupes de bois en faisait un métier de nomade : cabanes de rondins et de terre, sommaires mais efficaces, où l'on vivait en famille. Chaque membre donnait la main pour la production. Dans son texte l'auteur relate l'évolution du métier, les divers usages du charbon de bois - certains encore actuels - et même le regain d'intérêt pour cette activité.

Ce savoir-faire des vieux charbonniers, un paysan haut-provençal l'a remis en pratique pour produire, aujourd'hui, du charbon de bois : le journal d'un de ses chantiers, entre forêt et ferme, conclut le livre.

Sur l'aire de Salagon, une petite charbonnière a été construite sous la direction d'un des anciens charbonniers italiens de Haute-Provence : du 5 au 12 octobre prochain, la meule sera allumée, le bois lentement carbonisé, et l'opération conduite jusqu'au défournage du charbon.

Les Alpes de Lumière, Salagon, 04300 Mane. Le Numéro 88 F.

Erratum : Dans le dernier numéro de Gavroche, dans l'article "Société et pouvoirs en Hongrie à la fin de la 2e Guerre Mondiale (1944-1945)", p. 15, 2e col., il faut lire "jeune mari" et non "jeune nazi". Avec toutes nos excuses.

A Guyancourt
12e FESTIVAL D'HISTOIRE DE FRANCE

21 novembre - 1er décembre 1996

500 ANS DE POÉSIE FRANÇAISE

1496 : naissance de ***Clément Marot***
1846 : naissance de ***Lautréamont***
1896 : mort de ***Paul Verlaine***
naissances d'***André Breton***, de ***Tristan Tzara*** et d'***Antonin Artaud***

A l'occasion de l'anniversaire Clément Marot, le douzième Festival d'Histoire de France de Guyancourt sera consacré à l'Histoire de France vue au travers de la poésie.

Les poètes font souvent figures de prophètes, réputés dans l'acuité particulière de leur regard. Comment perçoivent-ils les événements de leur temps ? Comment ressentent-ils l'histoire ? Quelle part prennent-ils à son accomplissement ?

A travers quelques grandes figures de la poésie française, le douzième Festival d'Histoire de France restituera la poésie dans son époque et tentera d'éclairer la place particulière qu'elle occupe dans la littérature et la création artistique de manière plus générale.

Le Festival d'Histoire de France propose :

– des **expositions** préexistantes ou créées pour le festival ;
– des **débats** et depuis 1992 un **colloque** universitaire, réunissant des historiens, intellectuels et hommes politiques ;
– des **spectacles** : animations de rues, spectacle inaugural, concert, représentation des Centres de Loisirs, dîner-spectacle, etc.

Le Festival d'Histoire de France de Guyancourt se veut accessible à tous : il s'adresse aussi bien aux scolaires et au grand public familial qu'aux historiens amateurs ou professionnels. Il accorde une attention particulière aux enfants et aux jeunes qui constituent une part importante de la population.

Notre ami Jean-Jacques Gandini nous prie d'annoncer que ***Le Collectif des Journées Libertaires***, 34830 Clapiers organise

la première MOSTRA DU LIVRE LIBERTAIRE

à Montpellier,
salle Guillaume de Nogaret
les 18, 19 et 20 octobre 1996

Graphismes et humour noirs, satire, caricature, BD.

30 ans de publications libertaires.

Forum : quelle diffusion pour les idées libertaires ?

Au plaisir des libraires. Librairie et distribution.

Diffusion et distribution : pour des alternatives.

Librairie de GAVROCHE

Les commandes sont à adresser à EDITIONS FLOREAL, BP 872, 27008 - EVREUX

La Guerre détraquée (1940)
par Gilles Ragache
256 pages, illustré — **40 F.**

Contrebandiers du sel
par Bernard Briais
La vie des faux-sauniers au temps de la gabelle
288 pages, illustré — **50 F.**

Les Grandes Pestes en France
par Monique Lucenet
288 pages, illustré — **55 F.**

Le Coup d'Etat du 2 décembre 1851
par L. Willette
256 pages, illustré — **30 F.**

DOSSIERS D'HISTOIRE POPULAIRE :
— **Luttes ouvrières 16e/20e siècle**
— **Les paysans — Vie et lutte du Moyen-Age au 1er Empire**
— **Courrières 1906 : crime ou catastrophe ?**
— **Les années munichoises (1938/1940)**
Les 4 dossiers — **60 F**

C'est nous les canuts
par Fernand Rude
Sur l'insurrection lyonnaise de 1831
286 pages — **25 F.**

Un maquis d'antifascistes allemands en France (1942-1944)
par E. et Y. Brès
350 pages, illustré — **140 F.**

Carl Heil speaker contre Hitler
par Eveline et Yvan Brès
189 pages — **135 F.**

La Chanson de la Commune
par Robert Brécy
316 pages — **350 F.**

Histoire de la littérature libertaire en France
par Thierry Maricourt
491 pages — **150 F**

Henri Poulaille
par Thierry Maricourt
253 pages — **185 F**

Dictionnaire des auteurs prolétariens
par Thierry Maricourt
275 pages **129 F**

N'oublie jamais Nicolas
par Gaston Haustrate
288 pages — **110 F**

L'enfer de la charité
par Gaston Haustrate
214 pages — **110 F**

C'est la faute à Rousseau
par Gaston Haustrate
216 pages — **110 F**

La flamme sauvage
par Ludovic Massé
222 pages — **150 F**

Enragés et curés rouges en 1793 : Jacques Roux, Pierre Dolivier
par Maurice Dourmanget
171 pages **90 F**

Les crayons de la propagande
par Christian Delporte
224 pages — **195 F**

Barbelés à Argelès et autour d'autres camps
par Francisco Pons
282 pages — **140 F**

La collaboration dans l'Eure 1940-1944
par Julien Papp
278 pages — **150 F**

Olympe de Gouges, Ecrits politiques 1792-1793
Tome 1 — **130 F**
Tome 2 — **130 F**

Le droit de cuissage, France 1860-1930
par Marie-Victoire Louis
400 pages — **130 F**

Ces barbelés oubliés par l'Histoire
par Jacques Sigot
351 pages - **138 F**

Le Petit Père Combes
par Jacques Risse
236 pages - **130 F**

Le gâchis audiovisuel
par J.-J. Ledos, J.P. Jézéquel et P. Regnier
222 pages — **87 F**

Paul Robin (1837-1912) un militant de la liberté et du bonheur
par Ch. Demeulenaere-Douyere
478 pages **308 F**

Poulbot le père des gosses
par Francis Robichon
112 pages illustré — **250 F**

L'Etat des prisons, des hôpitaux et des maisons de force en Europe au XVIIIe siècle
par John Howard
599 pages — **200 F.**

Femmes et citoyennes
par Patricia Latour
128 pages — **120 F.**

Syndicats nous voilà !
par Jean-Pierre Le Crom
410 pages — **190 F.**

Le Rouge et le Bleu
par Roger Martinelli
288 pages — **120 F.**

J'avais six ans à Hiroshima
par Keiji Nakazawa
140 pages — **98 F.**

La France ouvrière

T1 des origines à 1920	**180 F**
T2 1920-1968	**180 F**
T3 1968 à nos jours	**140 F**

Unissez-vous !
par G. Pruvost et P. Roger
272 pages — **120 F.**

Deux Républiques de progrès
par G. Touroude
154 pages — **90 F.**

Naissance de l'Ecole du Peuple (1815-1870)
par F.-J. Jacquet-Francillon
320 pages — **170 F.**

Intellectuels et politique
par Christian Delporte
128 pages — **70 F.**

COLLECTION "LA PART DES HOMMES"

Lissagaray, le plume et l'épée
par René Bidouze
238 pages — **125 F**

Jules Guesde, l'apôtre et la loi
par Claude Willard
123 pages — **93 F**

Gracchus Babeuf avec les Egaux
par Jean-Marc Schiappa
265 pages — **125 F**

Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste
par Marianne Enckell
254 pages — **125 F**

Eugène Varlin, Chronique d'un espoir assassiné
par Michel Cordillot
268 pages — **125 F**

Madeleine Pelletier Une féministe dans l'arène politique
par Charles Sowerwine et Claude Maignien
252 pages — **125 F**

Clara Zetkin, féministe sans frontière
par Gilbert Badia
336 pages — **125 F**

Léon Sedov, fils de Trotsky, victime de Staline
par Pierre Broué
496 pages — **125 F**

Renaud Jean, le tribun des paysans
par Gérard Belloin
336 pages — **125 F**

Rosa Luxembourg épistolière
par Gilbert Badia
255 pages — **125 F**

Voyage au pays de l'arbitraire
par Yonnel Liègeois
256 pages — **120 F**

La politique expliquée aux enfants
par Denis Langlois
128 pages — **65 F**

POUR LA JEUNESSE :
Dans la collection "Mythes et Légendes"
225 x 285, illustré
Chaque volume — **65 F**
— **La Chevalerie**
— **L'Egypte**
— **Les Loups**
— **L'Amazonie**
— **Les Gaulois**
— **Les dragons**
— **La création du monde**
— **Les Incas**
— **La Grèce**
— **Les Vikings**
— **Les animaux fantastiques**
— **Les ours**
— **Vers l'Amérique**
— **L'Europe**
— **Les Indiens**
— **Ciel et étoiles**
— **Les métamorphoses**
— **Les félins**
— **Terres de mystère**
— **La forêt**
— **La mer**
— **L'Orient**
— **Sports et jeux**

Dans la collection "Mes premières légendes"
200 x 200, illustrées
Chaque volume — **45 F**
— **Les Baleines**
— **Les Géants**
— **Les Fées**
— **L'Hiver**
— **Les sorcières**
— **Les musiciens**
— **Les couleurs**
— **Le printemps**
— **Les chats**
— **L'automne**
— **Les trésors**
— **Les grands gentils loups**
— **Le soleil et la lune**

Dans la collection "Histoires vraies"
Chaque volume — **33 F.**
— **Le Secret du grand-frère,** une histoire de canuts
— **Léa, le Galibot,** une histoire de mineurs
— **Le Ruban noir,** une histoire de tisserands
— **La Revanche du p'tit Louis,** une histoire de forgerons
— **Les cordées de Paris,** une histoire de ramoneurs
— **Les jumeaux de Carmaux,** une histoire de verriers
— **Frères du vent,** une histoire de mousses
— **Les Princes du rire,** une histoire de jongleurs
— **Quand la Charlotte s'en mêle,** une histoire de dentellières
— **Le sauvetage du proscrit,** une histoire de typographe
— **Le paquet volé,** une histoire de saute-ruisseau
— **Les fendeurs de liberté,** une histoire d'ardoisiers.
— **L'audace de Nicolas,** une histoire de cheminots
— **Voyage au bout de la Loire,** une histoire de mariniers
— **Le cadeau d'Adrienne,** une histoire de porcelaines
— **Fleurs d'Ajonc,** une histoire de petite bonne
— **Le rêve de bel humeur,** une histoire de marchand de livres
— **Papillon de papier,** le petit rat de l'opéra.
— **La robe de bal,** une petite couturière
— **Les moutons d'Armel,** un berger de Provence



BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Gavroche à compter du numéro 90
Un an 5 numéros (dont 1 double) : 170 F — Etranger : 200 F (par avion)
Tarif spécial étudiant : 145 F sur justification.

Nom .... Prénom ....

Profession ....

Adresse ....

Code postal .... Ville ....

Adresser bulletin et titre de paiement à : Editions Floréal, BP 872 — 27008 Evreux Cedex
CCP 13 895.29 N PARIS

L'amateur de livres



L'AMATEUR DE LIVRES.

Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, de préférence, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Alexandre (Philippe), Chronique des jours moroses 1969-1970. Presses de la Cité 1971, 307 p .... 35 F

Bailly (Auguste), La guerre de cent ans. Sequana 1943, 285 p (rousseurs) .... 45 F

Barbier (D.), Quarante ans dans l'enseignement secondaire (1872-1912). Féret Bordeaux 1935, 435 p .... 70 F

(Bazaine), Affaire de la capitulation de Metz Procès Bazaine. *Compte rendu in extenso des séances.* Moniteur Universel 1873, Rel. d. bas ; 799 p sur 3 col. .... 200 F

Bergier (Jacques), La grande conspiration russo-américaine. Albin Michel 1978, 231 p .... 40 F

Boret (Victor), Le paradis infernal. *URSS 1933.* Quillet 1933, 420 p .... 60 F

Boukovsky (Vladimir), Cette lancinante douleur de la liberté. *Lettres d'un résistant russe aux occidentaux.* Fr.Loisirs 1981, 245 p .... 30 F

Boulier (Abbé Jean), Trois lettres sur le Mouvement de la Paix. *Suivi de La guerre bactériologique et l'Appel de Stockholm.* Ed. de Minuit 1953, 96 p .... 35 F

Boutet de Monvel, La vie martiale du Bailli de Suffren. Plon 1929, 245 p (défraîchi) .... 30 F

Carmona (Michel), Richelieu. Fayard 1983, 783 p index .... 60 F

Cohen-Tanugi (Laurent), L'Europe en danger. Fayard 1992, 250 p .... 35 F

(Collectif) La crise congolaise (1er janvier 1959- 15 août 1960). Inst. royal des rel. int. Bruxelles 1960, 1 012 p, index .... 60 F

Cowles (Virginia), Le Kaiser. Plon 1963, 465 p .... 45 F

(Crapouillot) Histoire de la guerre 1939-1945. 5 numéros spéciaux (1948-1950) par Galtier-Boissière et Charles Alexandre .... 180 F

(Crapouillot) Histoire des Emigrations. N° 56 avril 1962 .... 35 F

(Crapouillot) Paris pittoresque. N° 57 juillet 1962 (3) de la série) .... 30 F

Durant (Will), Histoire de la civilisation. 2 volumes, Payot 1947, 396 p+ 430 p index .... 120 F

Duhamel (Alain), De Gaulle Mitterrand la marque et la trace. Flammarion 1991, 233 p .... 40 F

Dumont-Wilden, La vie de Charles-Joseph de Ligne. Plon 1927, 379 p .... 40 F

Broche (François), Vienne 25 juillet 1934 assassinat du chancelier Dollfuss. Balland 1977, 224 p .... 40 F

Dobb (Maurice), Etudes sur le développement du capitalisme. F. Maspero 1969 420 p .... 60 F

Egen (Jean), Un mur entre deux mondes. Denoël 1978, 355 p .... 35 F

Ehrenbourg (Ilya), La Tempête (roman). *Prix Staline 1947.* Hier et Aujourd'hui 1949, 790 p .... 60 F

Emery (Léon), La France de Pétain à Giscard. *35 ans d'histoire politique.* Albatros 1975, 203 p .... 35 F

Eparvier (Jean), A Paris sous la botte des Nazis. *Documents photographiques réalisés pendant l'occupation.* R. Schall 1944 Cart. .... 150 F

Esprit (Revue) La Révolution suspendue. N° de sept 1968, 256 p .... 45 F

Faure (Edgar), Apprendre à être. Unesco-Fayard 1972, 368 p index .... 50 F

Favrod (Ch.-H.), La Révolution algérienne. Plon 1959 (Les documents de Tribune Libre), 235 p .... 70 F

(F.E.N.), Allemagne 1947. *Enquête dans les 4 zones d'occupation par une délégation des syndicats universitaires 17 juin-13 juillet 1947.* 300 p .... 60 F

Guiraud (Gaston), P'tite gueule (roman). Fasquelle 1938, 261 p envoi de l'auteur (défraîchi) .... 40 F

Harcourt (François d'), Asie, réveil d'un monde. Berger Levrault 1962, 275 p envoi .... 50 F

Héritier (Jean), Catherine de Médicis. Les Gdes Et. Hist. Fayard 1959, 626 p .... 50 F

Hutin (Serge), Les civilisations inconnues. *Mythes ou réalités.* Fayard 1961, 237 p .... 50 F

(Illustration) N° 3357 du 29 juin 1907 sur la Révolte du Midi. .... 30 F

Isorni (Jacques), Hommes de dieu et hommes du diable. Flammarion 1964, 233 p index .... 40 F

Jobim (Danton), Introduction au journalisme contemporain. Nizet 1957, 141 p .... 50 F

Jouvenel (Bertrand de), Après la défaite. Plon 1941, 263 p .... 50 F

Komarov (Boris), Le Rouge et le Vert. *La destruction de la nature en URSS.* Plon 1981, 218 p .... 40 F

Kéhayan (Jean), Chronique des petites gens d'URSS. Seuil 1981, 191 p .... 40 F

Koriakoff (Michel), Je me mets hors la loi. *Pourquoi je ne rentre pas en Russie Soviétique.* Monde nouveau 1947, 221 p .... 50 F

Lemsine (Aïcha), Ordalie des voix. *Les femmes arabes parlent.* Encre 1983, 370 p .... 50 F

Lénine (V.I.), L'impérialisme stade suprême du capitalisme. Ed. Soc. 1945, 124 p index .... 40 F

Lenotre (G.), Existences d'artistes. Grasset 1941, 342 p .... 50 F

Limagne (Pierre), L'éphémère IVe République. Fr. Emp. 1977, 404 p index .... 50 F

Mansour (Camille), Les Palestiniens de l'intérieur. Revue d'Et. Palest. 1989, 292 p .... 50 F

Martin-Chauffier (Simone), A bientôt quand même... *Mai 1940 - mai 1945.* Calmann-Lévy 1976. 380 p .... 45 F

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	20,00
	Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal Total	

Massé (Ludovic), Le livret de famille (roman). Séquana 1943, 277 p .... 35 F

Masson (Emile), Les Bretons & le socialisme. Maspero 1972, 286 p index .... 70 F

Mathon & Marie, L'affaire Pliouchtch. Seuil 1976, 176 p .... 40 F

Meyer (Prof. François), La surchauffe de la croissance. *Essai sur la dynamique de l'évolution.* Fayard 1974, 140 p .... 40 F

Minc (Alain), La machine égalitaire. Grasset 1987, 285 p .... 30 F

Minc (Alain), La vengeance des nations. Grasset 1990, 273 p .... 30 F

Muratet (Roger), On a tué Ben Barka. Cercle du nouv. livre d'hist. 1967, 323 p .... 50 F

Ogg & Ray, Le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique. Bibl. de la Sc. Pol.PUF 1958, 336 p .... 60 F

Oudard (Georges), La très curieuse vie de Law. Plon 1927, 382 p .... 50 F

Paillet (Marc), Les Hommes de Pouvoir ou les nouveaux féodaux. Denoël 1983, 201 p .... 30 F

Penkovsky (Oleg), Carnets d'un agent secret. Cercle du nouv. livre d'hist. 1966, 377 p .... 50 F

Perroux (François), L'économie des jeunes nations. PUF 1962, 252 p index .... 50 F

Prenant (Marcel), Biologie et Marxisme. Hier et Aujourd'hui 1948, 334 p index (défraîchi) .... 40 F

Procès des camps de concentration soviétiques. 1951, 128 p .... 50 F

Rambaud (Alfred), Histoire de la civilisation contemporaine en France. A. Colin 1922, rel. d ; bas. 840 p index .... 100 F

Recouly (Raymond), Louis Philippe roi des Français. Ed. de France 1930, 434 p .... 40 F

Rolland (Romain), Au dessus de la mêlée. A. Michel 1926 254 p .... 40 F

Rostand (Jean), Pensées d'un biologiste. Stock 1939, 156 p .... 35 F

Rostand (Jean), Nouvelles pensées d'un biologiste. Stock 1947, 142 p .... 35 F

Rostand (Jean), La genèse de la vie. Hachette 1943, 203 p .... 40 F

Savalli (A.), Histoire d'Italie de l'Empire Romain à nos jours. Payot Bibl. Hist. 1950, 295 p .... 50 F

Sédillot (René), Histoire de l'or. Fayard 1972, 406 p .... 60 F

Simon (Jules), Souvenirs du 4 septembre. Librairie illustrée s.d. (1874 ?) rel. d ; bas. ill. 473 p (rousseurs) .... 150 F

Sukhatme (P.-V.), La faim dans le monde. Communication présentée à la Royal Statistical Society, le 17 mai 1961. FAO 1961, 94 p .... 40 F

Timerman (Jacobo), Israël au Liban : La guerre des consciences. L. Levi 1983, 204 p .... 30 F

Todd (Olivier), Cruel Avril. *1975 La chute de Saïgon.* Fr. Loisirs 1987, 480 p index .... 60 F

Valois (Georges), La Révolution Nationale. Nelle Lib. Nat. 1924, 190 p .... 45 F

Vernet (Daniel), La Renaissance allemande. Flammarion 1992, 222 p .... 40 F

Villefosse (Louis de), Lamennais ou l'occasion manquée. J. Vigneau 1945, 297 p .... 45 F

Weil (Simone), La Condition ouvrière. Gallimard 1951, 273 p .... 60 F

Weil (Simone), L'enracinement. Gallimard 1949, 249 p .... 60 F

Weil (Simone), Lettre à un religieux. Gallimard 1951, 92 p .... 45 F

LIVRES SCOLAIRES :

Augé (L.), Morale professionnelle. *Ecoles Norm.* Delagrave 1935 .... 35 F

Augé (L.), Pédagogie générale. *Ecoles Norm.* Delagrave 1920 .... 35 F

Bernard (Paul), Comment rendre nos élèves attentifs. Nathan 1933 .... 40 F

Bourlet & Desbrosses, Arithmétique. *Ens. Prim. Sup.* Hachette 1930 .... 30 F

Chenevier & Nampon, Algèbre. *Brevet Sup.* Hachette 1933 .... 30 F

Langlois (Charles V.), Lectures historiques, Histoire du Moyen-Age. *Cl. de 3ème.* Hachette 1890 .... 40 F

Larive et Fleury, Dictionnaire encyclopédique illustré. *Edition scolaire.* Delagrave 1901 .... 60 F

Brochures :

Divers aspects de l'Anarchisme. L'idée dominante (de Cleyre). Ed. de l'En dehors 1933, 28 p .... 25 F

Suppléments à l'*en dehors* :

- **N° 2 E. Armand, Monoandrie monogamie le couple. (1931)**
- **N° 4 E. Armand, Ce qu'est la patrie. (1931)**
- **N° 5 E. Armand, le naturisme individualiste. (1931)**
- **N° 6 E. Armand, Ce que veulent les individualistes. (1932)**
- **N° 8 G. de Lacaze-Duthiers, Du vrai progrès. (1932)**
- **N° 10 E. Armand, La réciprocité. (1933)**
- **N° 11 E. Armand, Le Stinérisme. (1934)**
- **N° 15 Les maladies vénériennes. (1936)**

Chaque brochure .... 10 F

La Brochure Mensuelle *(Réédition de brochures de propagande)* **:**

- **N° 73 A. Beaure, Arguments anarchistes (1929)**
- **N° 86 V. Spielmann, En Algérie, Le Centenaire au point de vue Indigène. (1930)**
- **N° 108 V.Spielmann, La tribu des Hachem, expropriation de 50 000 hectares de terres ou un aspect de la propriété indigène. (1931)**
- **N° 154 P. Ramus, La préparation à la guerre sans la résistance du peuple - Pourquoi ? (1935)**
- **N° 165 P.V. Berthier, Griefs plébéiens. (1936)**
- **N° 171 P. Kropotkine, La Situation. La décomposition des Etats. La nécessité de la Révolution. (1937)**
- **N° 172 M. Devaldès, La guerre dans l'Acte sexuel. (1937)**
- **N° 174 P. Propotkine, La Prochaine Révolution. Les Droits Politiques. (1937)**

Chaque brochure .... 20 F

Editions en Langues Etrangères (Moscou 1950-1953) :

- **Khrouchtchev, L'amitié stalinienne des peuples, gage de l'invincibilité de notre patrie.**
- **Lénine, Notre Programme.**
- **Lénine, Lettre aux ouvriers américains.**
- **Lénine, Les divergences dans le mouvement ouvrier européen.**
- **Staline, Discours prononcé au XIXe congrès du Parti.**
- **Kalinine, Ce que sont les "Amis du Peuple" et comment ils luttent contre les Social-démocrates.**

Les 6 plaquettes .... 60 F



– ... parent du Garde des Sceaux... étouffons l'affaire...

Dessin de Jossot extrait de l'Assiette au Beurre n°11 de 1901.